

ALGÉRIE - CÔTE D'IVOIRE

**M. Boughali
reçu par
le Président
ivoirien**

P. 24

CONSEIL DE LA NATION

**Présentation des projets
de loi relatifs à la prévention
de stupéfiants et à la prévention
de la traite des êtres humains**

P. 4

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

**Chanegriha en visite
au siège du
Commandement
des Forces Aériennes**

P. 24

OUVERTURE DE BANQUES ALGÉRIENNES À L'ÉTRANGER

Faid : "le processus de création de trois banques en France et en Afrique avance"

Le processus d'ouverture de succursales de banques publiques algériennes à l'étranger, à commencer par une banque en France et deux banques en Afrique, connaît une avancée, a indiqué mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN) le ministre des Finances, Laziz Faid.

Lors d'une plénière consacrée aux réponses aux préoccupations des députés concernant le projet de loi monétaire et bancaire, M. Faid a précisé, à propos de l'ouverture de banques algériennes à l'étranger, que "l'ouverture de banques publiques à l'étranger, notamment en Afrique subsaharienne et en France, revêt un caractère géostratégique pour l'Etat algérien, tant sur le plan politique qu'économique".

P. 3



INVESTISSEMENT

**158 projets
d'investissement inscrits
via la plateforme numérique
de l'investisseur
(AAPI)**

P. 4

INDUSTRIE

**Intégration locale: Sonelgaz
signe des conventions de
coopération avec trois
départements ministériels**

P. 24

COMMERCE

**Importation : les
opérateurs invités
à retirer les licences
d'importation
(ministère)**

P. 3

SANTÉ

**NUTRITION
Les œufs
sont-ils
bons pour
la santé ?**

P. 12-13

F T B A L L

SÉLECTION ALGÉRIENNE
DAMES

**Deuxième
stage
à Sidi Moussa
(FAF)**

P. 21



SOIXANTENAIRE DE
L'INDÉPENDANCE

**Sid Ali
Kouiret,
monstre
sacré
du cinéma
algérien**

P. 16

JUSTICE

**7 ans de
prison ferme
contre l'ancien
ministre
Abdelmalek
Boudiaf**

P. 24

MÉDIAS

Tizi-Ouzou : décès de l'ancien photographe de presse Salem Klari



L'ancien photographe de l'ex Agence nationale photographique et d'information (API) Salem Klari s'est éteint mardi à Tizi-Ouzou à l'âge de 72 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né le 1er novembre 1950, Salem Klari avait exercé comme photographe professionnel à l'ancienne API, jusqu'à sa dissolution en mars 1994.

Il avait ensuite travaillé comme collaborateur dans plusieurs organes de presse avant de se spécialiser dans la presse sportive et à en devenir l'une des références.

Salem Klari était aussi un ancien directeur de communication de la JSK et ancien secrétaire général de la ligue de football de Tizi-Ouzou.

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République présente ses condoléances à sa famille

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a présenté ses condoléances les plus attristées à la famille du journaliste défunt Salem Klari, ainsi qu'à toute la famille de la presse, a indiqué, mercredi, un communiqué de la Présidence de la République.

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République présente ses condoléances les plus attristées à la famille du journaliste Salem Klari ainsi qu'à la famille de la presse, les assurant de toute sa compassion et priant Allah le Tout puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste Paradis. (A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons)", lit-on dans le communiqué.

ŒUVRES UNIVERSITAIRES Plus de 6700 étudiants internationaux pris en charge durant le mois de Ramadhan (ONOU)

Le directeur général par intérim de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), Fayçal Henin a fait état de la prise en charge par ses services de plus de 6700 étudiants internationaux musulmans qui passent le mois de Ramadhan en Algérie et ce dans le cadre de la politique de solidarité de l'Etat en faveur des étudiants étrangers.

Evouant les préparatifs de l'ONOU pour accueillir les étudiants algériens après les vacances du printemps, le même responsable a déclaré: "nous avons tenu une réunion en visioconférence avec les directeurs des Œuvres universitaires de 66 directions, auxquels nous avons donné des instructions strictes à l'effet de prendre en charge au mieux les étudiants des résidences universitaires durant le mois sacré de Ramadhan".

MOUDJAHIDINE El Bayadh: inhumation du corps du moudjahid Guetti Bouamama au cimetière de Sidi Cheikh

Le corps du moudjahid Guetti Bouamama, décédé à l'âge de 89 ans, a été inhumé mardi après la prière du Dohr au cimetière de Sidi Cheikh dans la commune d'El Bayadh en présence d'une foule nombreuse, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né en 1934 dans la commune de Boualem (El Bayadh), Guetti Bouamama avait rejoint l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) en 1958.

RELIZANE Deux morts dans un accident de la route à Mazouna



Deux (2) personnes ont trouvé la mort dans un accident de circulation survenu, mardi, dans la commune de Mazouna (Relizane), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. La cellule de communication de la Protection civile a indiqué que l'accident s'est produit au boulevard "Mohamed Boulaghraf" à haï "El Gouassem" au centre-ville de Mazouna suite à une collision entre un véhicule et un motocycle à son bord deux personnes âgées de 28 et 29 ans.

Blessées et souffrant de plusieurs fractures, ces deux personnes ont été évacuées, par les agents de la protection civile, aux services des urgences de l'hôpital "Ahmed Benhatchi" de Mazouna où elles ont succombé à leurs blessures.

Démantèlement d'un réseau d'organisation de traversées clandestines

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de la daïra de Sidi M'hamed Benali (Relizane) ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines, composé de dix individus, a-t-on appris mardi de la sûreté de wilaya.

La cellule de communication et des relations publiques a indiqué que l'opération, menée en collaboration avec la brigade de lutte contre la cybercriminalité du service de wilaya de la police judiciaire de Relizane, est intervenue suite à des informations faisant état de la présence d'un groupe d'individus de la wilaya exploitant la cyberspace pour planifier et gérer les traversées clandestines depuis la côte d'une wilaya de l'Ouest du pays.

Des téléphones portables ont été saisis, de même qu'un véhicule servant à leur transport.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 9 morts et 188 blessés en 24 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 188 autres ont été blessées dans 156 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Depuis le début du mois de Ramadhan, 43 personnes sont décédées et 1.872 autres ont été blessées dans 1.394 accidents de la circulation, relève la Protection civile. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 10 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage à l'intérieur de leurs habitations: 7 dans la wilaya de Tizi-Ouzou et 3 dans la wilaya de Sétif.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 24 morts et 1310 blessés en une semaine

Vingt-quatre (24) personnes ont trouvé la mort et 1310 autres ont été blessées dans 1066 accidents de la circulation survenus durant la période du 26 mars au 1 avril, à travers plusieurs régions du pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj où trois personnes sont décédées et 43 autres ont été blessées dans 35 accidents de la circulation, précise la même source.

Par ailleurs, les équipes de la Protection civile ont effectué 964 interventions pour l'extinction de 650 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou et Jijel.

Durant la même période, les unités de la Protection civile ont effectué 4 249 interventions pour le sauvetage de 353 personnes en situation de danger, ainsi que l'exécution de 3 793 opérations de diverses assistances.

BATNA

Ouverture de 78 restaurants de solidarité dans 37 communes



Soixante-dix-huit (78) restaurants assurant le flouir pour les passagers et voyageurs ont été ouverts depuis le début du mois sacré dans 37 communes de la wilaya de Batna, avec trois restaurants de plus comparativement au ramadhan précédent, a-t-on appris mardi du directeur local de l'action sociale et de la solidarité.

Ces restaurants offrent quotidiennement 23.500 repas de flouir dont 9.400 repas à emporter au profit des familles démunies", selon M.

Mohamed Amine Rehailiya qui a précisé que ces restaurants dépendent du Conseil Souboul El Khairat relevant du secteur des affaires religieuses et des wakfs et du croissant rouge algérien CRA, bureau de la commune Oued El Ma.

Neuf blessés dans un accident de la route près de Ras El Aioun

Neuf (9) personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu mardi après-midi, dans la commune de Ras El Aioun, relevant de la wilaya de Batna, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

Il s'agit d'une collision entre un bus relevant de la commune de Ras El Aioun en mission de travail et un véhicule de tourisme survenue à la sortie de la ville, a précisé un communiqué émanant de ce corps constitué.

Les personnes blessées (7 hommes et 2 femmes), âgées entre 30 et 50 ans ont été secourues sur place par les éléments de la Protection civile avant leur évacuation vers l'hôpital de la ville de Ras El Aioun, a ajouté la même source.

VIGNETTE AUTOMOBILE Prorogation du délai d'acquittement jusqu'au 30 avril (DGI)



La période légale d'acquittement obligatoire de la vignette automobile 2023 a été prorogée jusqu'au 30 avril courant, annonce lundi la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué.

Il est porté à la connaissance des propriétaires des véhicules de tourisme, des véhicules utilitaires et des véhicules de transport de voyageurs, n'ayant pas encore acquis la vignette automobile pour l'année 2023, que le délai légal fixé pour l'acquisition de cette vignette est prorogé jusqu'au dimanche 30 avril 2023", a noté la DGI.

Les propriétaires des véhicules qui se sont acquittés de la vignette automobile 2023 ce jour, le lundi 03 avril, avec application d'une pénalité de retard, sont priés de se présenter aux recettes des impôts concernées, munis de la quittance de paiement, afin de leur restituer le montant de cette pénalité", indique-t-on dans le communiqué.

OUVERTURE DE BANQUES ALGÉRIENNES À L'ÉTRANGER Le processus de création de trois banques en France et en Afrique avance (ministre)

Le processus d'ouverture de succursales de banques publiques algériennes à l'étranger, à commencer par une banque en France et deux banques en Afrique, connaît une avancée, a indiqué mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN) le ministre des Finances, Laziz Faïd.

Lors d'une plénière consacrée aux réponses aux préoccupations des députés concernant le projet de loi monétaire et bancaire, M.

Faïd a précisé, à propos de l'ouverture de banques algériennes à l'étranger, que "l'ouverture de banques publiques à l'étranger, notamment en Afrique subsaharienne et en France, revêt un caractère géostratégique pour l'Etat algérien, tant sur le plan politique qu'économique".

A cet égard, il a souligné que ce déploiement était planifié dans le Programme du gouvernement, rappelant que la Banque extérieure d'Algérie (BEA) s'employait à créer une succursale en France en plus de l'ouverture de deux banques en Afrique (Sénégal et Mauritanie) par quatre banques publiques, à savoir la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), outre la Banque extérieure d'Algérie (BEA). Sur l'état



d'avancement des projets d'ouverture de ces trois banques, le ministre a fait savoir que concernant l'ouverture d'une banque en France (sous l'appellation de Banque extérieure d'Algérie internationale), "la Banque extérieure d'Algérie suit les démarches pour l'obtention de l'agrément en France, notamment celles liées à la mise en place d'un système d'information chargé de préparer et de déposer la

demande d'agrément auprès d'un bureau international", soulignant que l'agrément sera obtenu au cours du "premier semestre 2023".

"La première agence sera installée au niveau de l'ancien Consulat général à Paris.

Le contrat a été signé, et les travaux d'équipement seront parachevés début mars 2023", a-t-il ajouté.

Concernant l'implantation d'une banque en Mauritanie (sous l'appellation Algerian

Union Bank), M. Faïd a précisé que le dossier d'agrément de cette banque a été déposé début mars 2023 et qu'il sera "complété suivant la progression de l'étude du bureau désigné à cet effet".

Il est prévu, selon le ministre, de "lancer Algerian Union Bank en septembre 2023 au plus tard, en tenant compte de la progression de l'étude du bureau et des délais de traitement du dossier requis par l'autorité monétaire mauritanienne". S'agissant de l'implantation d'une banque algérienne au Sénégal (Algerian bank of Senegal), le premier responsable du secteur a fait savoir que le dossier d'agrément a été déposé le 19 janvier dernier auprès des autorités monétaires du Sénégal.

Et d'ajouter que le lancement de la banque est prévu "au premier semestre de l'année 2023", au vu des délais incompressibles de traitement réglementaire du dossier d'agrément (fixés à trois mois).

COMMERCE Importation : les opérateurs invités à retirer les licences d'importation (ministère)

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a invité, mardi dans un communiqué, les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation des matières premières et des marchandises destinées à la revente en l'état, à retirer les licences d'importation, à partir de mercredi, via la plateforme numérique dédiée à cet effet.

"Le téléchargement des licences d'importation se fera à partir de mercredi 05 avril 2023.

Les opérateurs peuvent procéder à la domiciliation bancaire de ces licences, à partir de lundi 10 avril 2023, en vue de parachever les procédures d'importation", lit-on dans le communiqué.

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations porte à la connaissance de l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation des matières premières et des marchandises destinées à la revente en l'état, que le retrait des licences d'importation se fera via l'espace de l'utilisateur, à travers la plateforme numérique dédiée à cet effet <https://import.commerce.gov.dz>.

Pour le ministère, cette mesure intervient dans le cadre du "parachèvement des procédures administratives et de la facilitation des services et prestations pour les opérateurs économiques, au titre du nouveau plan d'action du ministère".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un programme de formation en langue anglaise pour les lauréats du concours d'accès au doctorat de l'année universitaire en cours

Le secteur de l'enseignement supérieur a lancé un programme de formation principale en langue anglaise au profit des étudiants lauréats du concours d'accès au doctorat au titre de l'année universitaire 2022-2023, outre une formation en philosophie, en didactique et en technologies de l'information et de la communication (TIC), a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

"Dans le cadre du parachèvement des démarches du secteur de l'Enseignement supérieur, en vue d'adopter la langue anglaise dans l'enseignement des étudiants et en complément du cadre de la formation nationale initiée cette année, en vue de former les enseignants et les nouveaux doctorants à distance en langue anglaise, le secteur a lancé un programme de formation principale dans cette langue au profit des étudiants lauréats du concours d'accès au doctorat de l'année 2022-2023, outre une formation en philosophie, en didactique et en TIC", lit-on dans le communiqué.

Comme première étape, les établissements universitaires ont été chargés de tracer un programme de formation au profit de leurs enseignants en langue anglaise, à partir de l'année universitaire en cours, notamment les enseignants des sciences et de technologie et les enseignants des sciences sociales et humaines (modules horizontaux), tout en ciblant un niveau d'apprentissage qui correspond au degré (B2) ou (C1), au moins vers English for specific purposes. Selon la même source, l'opération a



connu jusqu'à fin mars, l'enregistrement de "près de 9.000 enseignants chercheurs qui ont passé le test de niveau (B2), dont 4.400 enseignants lauréats ayant entamé le suivi de la 1ère session de formation numérique via la plateforme, avec la programmation d'une autre session

au profit des enseignants retardataires pour cette session, durant cette semaine". Dans le même cadre, 2200 enseignants chercheurs inscrits ont passé le test de niveau et entameront bientôt la formation du niveau (A2) selon les objectifs et spécialités définis.

Les enseignants non retenus seront, quant à eux, orientés vers les formations du premier niveau (A1), précise le communiqué.

En parallèle, le secteur a engagé la mise en place d'une série de formations ouvertes et intégrées en ligne, appelées Massive open online courses (MOOCs).

Ces formations sont destinées aux nouveaux étudiants universitaires, notamment les bacheliers de la session BAC 2023.

Cette formation, prévue du 20 juillet au 20 septembre 2023, propose des cours de développement de compétences (lecture, écrit, oral...etc).

Dans ce cadre, le ministère entend généraliser cette formation aux étudiants de 2e année Master, en vue d'assurer un niveau unifié de maîtrise de l'anglais (niveau B2), pour une meilleure acquisition et compréhension des connaissances lors de la prochaine année universitaire, sachant que cette langue est devenue un outil d'apprentissage.

Dans le même objectif, le secteur a programmé des formations proposées exclusivement en anglais notamment à caractère technique et technologique, conclut le communiqué.

Lancement de deux bases de données pour l'exploitation des plantes médicinales et la biodiversité marine

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a procédé, mardi à Alger, en compagnie du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun et la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, au lancement de deux bases de données sur l'exploitation des plantes médicinales et la biodiversité marine.

A cette occasion, M. Baddari a précisé que "ces deux plateformes s'inscrivent dans le cadre de la réalisation de la sécurité sanitaire et alimentaire", la première base de données mise à la disposition du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique compte 1004 espèces végétales à partir desquelles 16.000 composés organiques sont

extraits, ce qui profite à l'industrie pharmaceutique et aide à réaliser la sécurité sanitaire pour atteindre l'autosuffisance.

Quant à la deuxième base de données sur la biodiversité marine, le ministre a indiqué qu'elle sera mise à la disposition du ministère de l'Environnement en vue de l'exploiter industriellement et alimentairement dans le cadre de la santé du citoyen et de l'environnement.

Pour sa part, M. Aoun s'est félicité de la plateforme dédiée aux plantes médicinales, indiquant que les laboratoires nationaux sont capables d'élaborer des études efficaces et d'extraire des produits.

Il a annoncé le lancement prochainement en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur, du recense-

ment des herbes médicinales pouvant contribuer au développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie, relevant les moyens financiers et matériels exigés par cette opération.

Pour sa part, Mme Dahleb a indiqué que cette démarche vise à relancer la production des plantes médicinales au regard de leur importance dans l'économie nationale sur fond de hausse de la demande mondiale, d'autant que ces plantes comptent de multiples usages notamment dans l'industrie pharmaceutique et la cosmétologie.

La ministre a appelé les opérateurs et les chefs d'entreprises spécialisés dans la fabrication de médicaments et des produits cosmétiques à tirer profit des études élaborées au niveau des universi-

tés et des centres de recherche pour valoriser la recherche scientifique.

Par ailleurs, le coup d'envoi des activités de recherche sur les plantes médicinales a également été donné au niveau de la wilaya de Tissemsilt connue pour sa biodiversité notamment au niveau du parc national Thenien El Had, en attendant l'évaluation de l'opération dans 6 mois.

Une convention de coopération a été signée à cette occasion entre le ministère de l'Enseignement supérieur et le ministère de l'Environnement en vue de relancer les bases de la coopération bilatérale et mettre en place les programmes de recherche scientifique liés aux domaines de l'environnement et des énergies renouvelables en cours d'exécution.

INVESTISSEMENT 158 projets d'investissement inscrits via la plateforme numérique de l'investisseur (AAPI)

Cent-cinquante-huit (158) projets d'investissement ont été inscrits via la plateforme numérique de l'investisseur durant la période allant du 1er novembre 2022 au 31 mars 2023, a fait savoir mardi à Alger le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache.

Dans une déclaration à la presse en marge d'un atelier sur "les mécanismes de renforcement et de facilitation des procédures de demande de documents et d'autorisations nécessaires à la réalisation des projets d'investissement à travers la plateforme numérique de l'investisseur", organisé par l'AAPI, M. Rekkache a indiqué que cette plateforme avait accueilli 158 projets d'investissement jusqu'au 31 mars dernier, ajoutant qu'il "y a plus de 500 autres projets à l'étude au niveau de la même plateforme".

Dans ce cadre, il a précisé qu'un travail est en cours pour réactiver l'interopérabilité des systèmes d'information, ajoutant qu'il ne suffit pas d'inscrire le projet via la plateforme numérique, l'investisseur doit obtenir les autorisations et les autres documents liés à la réalisation de son projet d'investissement.

Il a également appelé à la nécessaire conjugaison des efforts pour la réussite du processus de numérisation des services en vue de faciliter les démarches d'investissement et l'accès à l'information et aux données, soulignant que la plateforme numérique de l'investisseur est un "outil essentiel" pour l'amélioration du climat des affaires et la relance de la locomotive de la transformation numérique, au vu de son caractère opérationnel.

Concernant les investissements étrangers, le même responsable a souligné que ces investissements passent par le Guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, faisant savoir que leur nombre était de 38 durant la période allant du 1er novembre au 31 mars.

Ces projets, explique-t-il, concernent différents secteurs, notamment l'industrie (60%).

Intervenant à cette occasion, la ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmouloud, a affirmé que la création de la plateforme numérique de l'investisseur et la mise en service du Guichet unique permettraient de "surmonter les obstacles liés à l'investissement et de réaliser un développement économique durable fondé sur la numérisation et la transparence".

Elle a précisé que la création de cette plateforme et la mise en service du guichet unique "font partie des étapes qui permettent d'aplanir les difficultés qui entravent le processus d'investissement et de réaliser ainsi un développement économique durable".

Pour que cette plateforme atteigne les objectifs tracés, la ministre a insisté sur l'échange de données entre les systèmes d'information, soulignant que son secteur œuvrait à créer un environnement propice à cette interopérabilité des systèmes.

Elle a expliqué, à cet égard, que son secteur était en phase d'actualisation du Référentiel national d'interopérabilité des systèmes d'information, en coordination avec tous les secteurs ministériels, rappelant que "l'Etat s'appuie sur cet outil stratégique pour promouvoir la croissance économique du pays".

Elle a en outre relevé la nécessité de développer les systèmes d'information de tous les organismes concernés par le processus d'investissement, en général, et de développer la plateforme numérique de l'investisseur, en particulier, en veillant à associer les instances en charge du paiement électronique et de la signature électronique, qui sont deux mécanismes essentiels pour la matérialisation de l'économie numérique.

Pour sa part, le ministre de la Poste et Télécommunications, Karim Bibi-Triki, a précisé que la nouvelle loi sur l'investissement prévoyait des mesures qui simplifient l'investissement à travers une plus grande transparence, l'égalité des chances entre les investisseurs et des garanties pour renforcer la confiance des investisseurs.

Il a appelé à la nécessité d'une coordination entre les différents secteurs et instances pour relever le défi et offrir un mécanisme moderne qui permet à l'investisseur d'investir confortablement, de répondre aux aspirations des investisseurs et d'atteindre les objectifs économiques escomptés.

Pour le ministre, l'organisation de cet atelier "est l'occasion de voir ce qui a été réalisé dans cette plateforme numérique et d'échanger sur ce qu'il reste à faire en matière d'interopérabilité entre les différents secteurs et instances pour améliorer l'efficacité de cette plateforme".

Lors de la rencontre, des explications ont été données sur le fonctionnement de la plateforme numérique de l'investisseur et le cadre légal et institutionnel relatif à l'octroi des permis de construire aux investisseurs.

CONSEIL DE LA NATION Présentation des projets de loi relatifs à la prévention de stupéfiants et à la prévention de la traite des êtres humains

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, mardi, un exposé sur le projet de loi modifiant et complétant la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains devant la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation.

Le ministre a souligné, dans son exposé, que le projet de loi relatif à la prévention des stupéfiants stipulait "l'élaboration d'une stratégie nationale pour la prévention de ces crimes, une stratégie que l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT) veillera à appliquer, en coordination avec l'ensemble des acteurs du domaine".

Ce projet consiste, entre autres, à réviser les dispositions relatives aux mesures thérapeutiques en adoptant un "suivi spécial pour les mis en cause mineurs toxicomanes sous traitement, ils seront donc exemptés de poursuite judiciaire, s'ils suivent ce traitement avant la mise en mouvement de l'action publique, ou exemptés de la peine, s'ils suivent le traitement après la mise en mouvement de l'action publique".

Par ailleurs, le projet propose la révision des dispositions pénales en mettant en place "une protection spéciale au profit des pharmaciens, en infligeant des sanctions à l'encontre de ceux qui tentent de se procurer des substances psychotropes par la menace ou les agressions".

Le ministre a également précisé que parmi les dispositions pénales proposées dans ce projet de loi, figure "une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison, si le mis en cause est un fonctionnaire public, dont le crime commis a été facilité par sa fonction".

La peine, dit-il, sera relevée jusqu'à la prison à perpétuité en cas de crimes commis par un groupe criminel organisé".

Pour renforcer les mécanismes d'investigation, le texte de loi confère au procureur de la République ou au juge d'instruction "les prérogatives d'autoriser la police judiciaire de localiser les mis en cause, les accusés, l'outil du crime, la marchandise ou tout autre chose liée au



crime à travers l'utilisation des TIC ou la mise en place de dispositifs techniques destinés à cet effet". Concernant le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes présenté devant la même commission, le ministre de la Justice a indiqué que ce texte de loi vise à "adapter les dispositions juridiques de notre pays aux engagements internationaux et de rassembler toutes les formes de ce crime dans un seul texte". Le projet de loi propose "l'obligation à l'Etat de protéger les victimes des crimes de la traite humaine et renforce la coopération institutionnelle et internationale en matière de prévention et prévoit l'intervention des collectivités locales et des établissements publics pour prévenir ce crime en établissant une stratégie nationale avec l'association de la société civile pour sa mise en œuvre". Comme la majorité des victimes de la traite des êtres humains sont des femmes et des enfants vulnérables, le projet de loi prévoit une batterie de

mesures pour les accompagner et les accueillir dans des établissements dédiés à cet effet. Le projet de loi propose également des mesures qui facilitent le rapatriement des victimes algériennes, et des victimes étrangères vers leurs pays d'origine.

Le projet en question instaure la procédure de fuite électronique comme procédure d'investigation et d'enquête, Il autorise, en outre, la perquisition à toute heure de la journée, tout comme il confère aux associations et aux instances activant en matière de protection des droits de l'homme le droit de déposer une plainte auprès de la justice et de se constituer partie civile. Ledit projet prévoit contre ce phénomène des sanctions allant jusqu'à la perpétuité si la victime subit des actes de torture, une violence sexuelle ou une invalidité. La peine est également durcie en cas de crime commis dans le cadre d'un groupe organisé ou lorsqu'il s'agit d'un crime transfrontalier.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE Boughali reçu par le président de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ibrahim Boughali a été reçu par le président de l'Assemblée nationale de la République de la Côte d'Ivoire, M. Adama Bictogo, à l'occasion de sa participation à la cérémonie d'ouverture de la session de l'Assemblée ivoirienne, et ce en présence de l'ambassadeur d'Algérie dans ce pays, M. Idris Bouassila, a indiqué un communiqué de l'APN.

Lors de cette rencontre, M. Boughali a salué la nature des "relations fraternelles" unissant les deux pays, tout en aspirant à les consacrer

notamment dans les domaines d'intérêt commun, à leur tête, "les échanges commerciaux et l'investissement", lui-on dans le communiqué.

A ce propos, les présidents des deux assemblées ont mis l'accent sur l'impératif de "saisir les opportunités et le climat propice à l'investissement, d'autant plus que les deux pays disposent de moyens en vue de réaliser leurs intérêts et bénéfices". M. Boughali a, par ailleurs, mis en avant la nécessité de "dynamiser l'action parlementaire de manière à contribuer à cristalliser la volonté des dirigeants des deux pays visant à davantage

de coordination et de coopération, au mieux des intérêts des deux peuples".

A son tour, M. Adama a réitéré, lors de cette rencontre, ses remerciements à M.

Boughali et la délégation qui l'accompagne, pour leur présence et participation à la cérémonie d'ouverture de la session de l'Assemblée ivoirienne, saluant "le rôle de l'Algérie et ses efforts sur la scène africaine, pour la concrétisation de la paix et de la stabilité".

Le responsable ivoirien a également mis en avant l'importance de "consolider davantage les relations bilaté-

rales entre les deux pays et Parlements, à travers l'échange de visites, les groupes d'amitié parlementaires et leur dynamisation pour l'échange des expertises et des expériences". Dans le cadre de la coopération entre les deux assemblées, M. Adama a demandé au président de l'APN, d'apporter "son aide en vue d'assurer la réussite de la Conférence de l'Union des Assemblées Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), prévue en Côte d'Ivoire en avril 2024, sachant que M. Boughali est le président en exercice de la 17e session".

ALGÉRIE - CHINE

Arkab reçoit le vice-président du groupe chinois d'ingénierie chimique CNCEC

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, mardi, une délégation du groupe national d'ingénierie chimique de Chine (CNCEC), conduite par son vice-président, Wu Xiangong, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue le dossier du partenariat entre, d'un côté, le Holding chinois et ses filiales, et de l'autre, le groupe Sonatrach, le groupe ASMIDAL et le groupe Manadjim El Djazair (MANAL), portant sur le Projet Phosphates Intégré (PPI) et les projets d'infrastructures y afférents, ajoute la même source.

La rencontre s'est déroulée en présence du Président-direct-

teur général (PDG) du groupe Sonatrach, du PDG du groupe Manadjim El Djazair, du PDG du groupe ASMIDAL, et de cadres du ministère.

M. Arkab a, en outre, mis en exergue "l'importance de ce projet, à travers Sonatrach, Manadjim El Djazair et ASMIDAL, dans la valorisation des ressources minérales créatrices de richesse, ainsi que dans la fourniture des matières premières des différentes industries notamment manufacturières, en plus de celles à forte valeur ajoutée, soulignant l'importance de l'échange d'expertises, du transfert de la technologie et de la formation".

APS

SOIRÉES DU RAMADHAN À ANNABA Des exhibitions de sports collectifs et d'arts martiaux (direction)

Des exhibitions de sports collectifs et d'arts martiaux sont organisées dans les salles de sport de proximité des communes d'Annaba, d'El Bouni et de Sidi Amar dans le cadre du programme d'animation des soirées du Ramadhan, a indiqué mardi la cellule de communication de la direction de la Jeunesse et des sports (DJS).

Ces animations sportives organisées au niveau des salles de sport de proximité et sur les places publiques du centre-ville d'Annaba concernent les disciplines de karaté-do, de Sambo, de lutte, de judo et de la pétanque, a précisé Ali Bayodh, responsable de la cellule de communication.

Ce programme qui met à contribution des clubs de sport et associations d'Annaba, d'El Bouni et de Sidi Amar se poursuivra jusqu'à la dernière semaine du Ramadhan, selon la même source.

Le club Olympic Annaba anime des exhibitions de l'art martial Sambo sur les places publiques d'El Bouni et de Sidi Amar et sur la place du cours de la révolution de la ville d'Annaba tandis que la ligue de wilaya de lutte organise conjointe-



ment avec l'association des activités de jeunes un tournoi de lutte libre au complexe sportif de Sidi Amar avec la participation de 80 athlètes. Des exhibitions de

karaté-do, de kick boxing et de la pétanque sont également prévues en plus de concours pour enfants en dessin et en expression libre initiés par les deux associa-

tions culturelles "Louloua" et "Tcha". Ces activités sont organisées avec le concours de la direction de la jeunesse et des sports et les ligues spécialisées, est-il noté.

KHENCHELA La production du lait pasteurisé subventionnée portée à plus de 1 million de litres/mois (direction locale)

La production du lait pasteurisé subventionné a été portée, dans la wilaya de Khenchela, à 1.035.000 litres/mois, a indiqué mardi le directeur du commerce et de la promotion des exportations.

Belarbi Mahmoud a souligné que, dans le cadre des mesures prises pour assurer l'approvisionnement des citoyens de la wilaya de Khenchela en produits de large consommation, durant le mois de Ramadhan, les deux laiteries du secteur privé implantées dans la wilaya ont bénéficié depuis le 1 avril de quantités supplémentaires de poudre de lait, estimées à 9,8 tonnes pour porter la production de 930.000 litres/mois à 1.035.000 litres/mois. Il a

ajouté que cette augmentation de la production du lait pasteurisé subventionné ne suffira pas à combler la demande des citoyens de la wilaya qui s'approvisionne également auprès des laiteries privées et publiques implantées dans les wilayas de Batna, d'Oum-El-Bouaghi et de Constantine.

Le directeur du commerce de la wilaya de Khenchela a précisé que cette quantité supplémentaire de poudre de lait a été attribuée par l'Office interprofessionnel du lait au profit de ces deux laiteries privées.

Il a indiqué que l'approvisionnement du marché local en produits de large consommation a enregistré une hausse de la production des minoteries

implantées dans la wilaya, de 488 quintaux à 1220 quintaux de blé dur/jour, par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC), ajoutant que 14 boucheries de la wilaya de Khenchela ont passé des conventions avec l'Algérienne des Viandes Rouges, pour commercialiser durant le reste du Ramadhan, la viande plafonnée à 1200 DA/kg.

Ces boucheries, implantées à Khenchela, Kais, Bouhmama, Ain Touila, Babar, Chechar et Ouled Rechach, procéderont, avant la semaine prochaine, à la commercialisation de ce produit qui sera réceptionné incessamment, selon la même source.

BISKRA Raccordement de 250 logements au réseau électrique dans la commune de Lichana

Le raccordement de 250 logements au réseau électrique, a été mis en service mardi, dans la commune de Lichana (Ouest de Biskra).

L'alimentation en cette énergie de ce nombre d'habitations de la nouvelle cité Berza, s'inscrit dans le cadre des projets financés par la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, selon les explications présentées par les responsables de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz au chef de l'exécutif local, Lakhdar Sedas.

L'opération portant extension des lignes électriques sur une distance de plus de 10.000 mètres linéaires, a nécessité la mise en place d'un budget global dépassant 83 millions DA, a fait savoir la même source. Ce projet

qui permettra de mettre fin à la souffrance rencontrée auparavant par les citoyens, a consisté en l'installation de cinq (5) transformateurs électriques dont le délai a duré quatre (4) mois, a-t-on indiqué de même source.

La commune de Lichana a bénéficié au titre des projets financés par la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, de l'inscription de deux (2) projets liés à l'extension du réseau d'électricité au profit de 53 foyers du groupement d'habitation de l'extension Zaâtcha et le nouveau quartier Zaâtcha et cela sur une distance de 3 km dont le lancement des travaux est tributaire du parachèvement des procédures administratives.

Le wali a affirmé à cette occasion que le raccordement de ce quartier en

cette énergie s'inscrit dans le cadre du programme réservé à cette wilaya, visant l'alimentation des nouvelles extensions afin

d'assurer l'augmentation du taux de couverture en électricité à l'échelle locale, ayant atteint actuellement 94 %.

TIARET 270 ha consacrés à la production du tournesol (DSA)

La wilaya de Tiaret a consacré 270 hectares pour mener une première expérience locale de production de tournesol destiné à être transformé en huile alimentaire, a-t-on appris mardi de la Direction des services agricoles (DSA).

Le chef de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Abderrahmane Rahmouni, a indiqué que cette superficie comprend 190 ha qui sont la propriété de 62 agriculteurs, alors que les 80 ha restants appartiennent à deux fermes pilotes "Boukhetache Bouziane" à Rahouia et "Haïder" à Mechraa Sfa.

Le même service a reçu des

demandes des concernés pour mener cette expérimentation après avoir pris connaissance des méthodes techniques et des avantages économiques que procurent cette filière, lors de journées de sensibilisation organisées récemment à travers les différentes divisions agricoles de la wilaya, selon la même source.

Les encadreurs de cette initiative, à laquelle ont pris part les ingénieurs de l'Institut technique des grandes cultures de Sebaine, la Chambre de l'agriculture ainsi que le Conseil interprofessionnel des céréales et des coopératives et légumes secs, ont appelé les acteurs concernés à réunir

les conditions favorables, à l'instar de la mécanisation et les eaux d'irrigation par cycle agricole, pour démarrer l'opération dans si peu de temps, a ajouté M. Rahmouni.

Il est attendu le lancement d'une opération de semences durant les tout prochains jours immédiatement après l'obtention des semences auprès des coopératives des céréales et des légumes secs, de même que la signature de conventions entre investisseurs et opérateurs économiques pour recevoir leurs produits afin de les transformer en huile alimentaire, a-t-on souligné.

APS

MASCARA Modernisation prochaine de trois hôtels et deux stations thermales à Bouhanifia (wilaya)

Des opérations de modernisation de trois établissements hôteliers et deux stations thermales seront réalisées prochainement dans la commune de Bouhanifia (Mascara), a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

A ce propos, le Directeur général du groupe hôtellerie, tourisme et thermalisme et le Directeur régional de l'entreprise de gestion touristique de Tlemcen se sont engagés, lors d'une réunion tenue lundi soir en présence du wali de Mascara Amar Rouabhi, à lancer durant le 2e semestre de l'année en cours les opérations de modernisation de ces infrastructures touristiques dont la gestion est pilotée par l'entreprise régionale de gestion de Tlemcen, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la wilaya.

Cette action entre dans le cadre du programme élaboré par l'Entreprise de gestion touristique de Tlemcen (EGTT) qui comprend la réalisation d'opérations de modernisation et de réhabilitation des établissements hôteliers et les stations thermales qui lui sont rattachées, a-t-on précisé.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté, au cours de cette rencontre, sur l'importance de veiller à l'accompagnement du complexe touristique et d'assister ces établissements dans leurs efforts visant à moderniser et à réhabiliter les établissements hôteliers et les hammams qui se trouvent dans la commune de Bouhanifia, selon la cellule de communication de la wilaya.

Pour sa part, les responsables de la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) ont assuré que cette opération devrait améliorer les services offerts aux clients, outre la promotion du tourisme thermal et des soins dont est réputée la commune de Bouhanifia.

Le complexe thermal "El Babor", relevant de la commune de Bouhanifia et géré par l'EGTT de Tlemcen, avait bénéficié en 2021 d'une opération de réhabilitation et de modernisation.

AIN DEFLA Inscription d'un nouveau programme de 4.500 logements (wilaya)

Le secteur de l'habitat de la wilaya d'Ain Defla vient d'être renforcé par un nouveau programme de 4.500 logements de différentes formules, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

La même source a souligné que la wilaya avait bénéficié, pour l'année 2023, d'un nouveau programme de 4.500 logements, dont 1.500 logements publics locatifs (LPL), 500 logements promotionnels aidés (LPA) et 2.500 aides à la construction dans le cadre de l'habitat rural.

Pour ce qui est des LPL et des LPA, les services de la wilaya ont affirmé que tout le programme a été réparti sur 14 communes qui disposent d'assiettes de terrain pour y implanter les projets en question.

Par ailleurs, les services de la wilaya se préparent à distribuer à l'occasion de la Fête de l'Indépendance et de la jeunesse, le 5 juillet prochain, un programme de près de 1.200 logements sociaux, dont 881 unités à Khemis Miliana et 316 autres à El-Attaf, a-t-on souligné de même source.

Pour rappel, un projet de construction de 470 logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), dans la commune de Rouina, a été lancé en mars dernier pour un délai de réalisation de 28 mois, alors que la construction de 305 logements AADL au chef-lieu de wilaya, devrait être entamée au cours du mois d'avril courant.

INVESTISSEMENT

Prise de mesures pour faciliter l'octroi de crédits et lutter contre la bureaucratie

Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a indiqué, mardi à Alger, que son secteur avait pris une batterie de mesures concernant l'octroi de crédits par les banques pour la promotion de l'investissement et la lutte contre la bureaucratie.

Cette déclaration a été faite lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à l'examen du projet de loi monétaire et bancaire, présidée par le vice-président de la chambre basse du Parlement, Ghali Lansari, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Concernant "la bureaucratie dans les banques, les conditions rigoureuses pour l'octroi des crédits ainsi que les quotes-parts de financement qui ne favorisent pas l'investissement", le ministre a répondu que "les banques commerciales notamment publiques qui financent principalement l'économie et l'investissement ont octroyé plus de 11.000 mds DA de crédits fin 2022 dont 75% destinés à l'investissement et 55% au secteur privé". Conformément aux instructions du ministère des Finances, la durée de traitement des dossiers de crédit a été réduite à un mois au maximum, tous types de crédits confondus", a ajouté M. Faïd. Les banques ont lancé des projets permettant la numérisation des demandes de crédits et la mise en place d'un système de suivi à distance par internet des demandes, d'après le ministre. Pour ce

qui est des quotes-parts de financement, le ministre des Finances a expliqué qu'ils diffèrent d'une banque à l'autre, tout dépend de la rentabilité du projet et des garanties offertes. S'agissant de la situation des projets gelés, le ministre a indiqué qu'à la faveur "de l'évolution positive des ressources financières de la trésorerie publique, les pouvoirs publics ont décidé de lever le gel sur les projets à priorité sectorielle ou régionale".

Selon la situation jusqu'au 23 mars 2023, l'autorisation de programme global concernée par la levée de gel, s'élève à 346 milliards de DA et ce pour la réalisation de 550 projets publics. Le taux de levée du gel est de 23 % par rapport à la totalité des opérations concernées par le gel.

Concernant la commission de stabilité financière, le ministre a rappelé que cette commission responsable du contrôle préventif global et la gestion des crises, est composée de représentants de haut niveau des établissements financiers non bancaires et de représentants du ministère des Finances et du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, en sus des directeurs exécutifs de la banque d'Algérie.

Il est recommandé de doter cette commission de compétences professionnelles représentant les secteurs concernés directement par la supervision des risques et la prévention des crises financières.

Sur la problématique liée à la présidence par le gouverneur des différentes commissions à l'image de la commission de la stabilité financière et la commission nationale du paiement, il a affirmé que ces commissions demeurent "indépendantes" dans la prise de décision car elles sont composées de représentants de tous les secteurs concernés par les affaires de supervision, de stabilité financière et de paiement.

Concernant l'ouverture des bureaux de change, le ministre a affirmé que la Banque d'Algérie est en train de mettre en place les textes réglementaires relatifs à la création et au fonctionnement de ces bureaux qui seront prêts dès que la loi sur la monnaie et le crédit entrera en vigueur, ajoutant que ces bureaux pourront être ouverts dans différents points stratégiques (aéroports, ports, zones touristiques), et à travers les différentes villes et wilayas pour attirer les devises, tout en révisant la marge bénéficiaire de ces bureaux.

En ce qui concerne l'augmentation de l'allocation touristique, le ministre a fait savoir qu'une étude "est en cours de réalisation par la Banque d'Algérie à cet égard".

S'agissant de la protection des gestionnaires, M. Faïd a indiqué que la protection des banquiers et des institutions financières, notamment en ce qui a trait aux sanctions découlant des procédures administratives relatives à l'octroi de prêts, "est garantie dans le cadre du nouveau projet de loi".

Pour ce qui est du rôle de la Banque d'Algérie dans la stabilité des prix, il a souligné que "l'inflation est due, actuellement, à des raisons non monétaires et à des facteurs exogènes multiples comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de Covid-19, qui ont entraîné une pénurie de certains produits et une augmentation des prix des produits disponibles, ainsi qu'une demande accrue dans certains secteurs, entraînant une hausse des prix".

Il a en outre affirmé que "la gestion de l'inflation est un défi complexe et que les banques centrales disposent d'outils limités pour la maîtriser".

GROUPE SONELGAZ

Un outil de développement de la sous-traitance et du taux d'intégration nationale dans les différents secteurs

Le Groupe Sonelgaz se veut un outil pour développer la sous-traitance et augmenter le taux d'intégration nationale dans les différents secteurs, notamment à travers de nombreuses conventions signées avec les différents ministères et instances en vue de renforcer la politique d'intégration nationale.

S'exprimant à l'occasion des travaux du Forum national sous le thème "L'intégration nationale au cœur de la stratégie de Sonelgaz", le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a annoncé la présentation de deux prototypes, dans les semaines à venir, d'un détecteur de fuite du monoxyde de carbone et d'une batterie au lithium pour le stockage d'énergie solaire, dans le cadre de la convention signée en 2022.

Le ministre a également proposé la création d'une joint-venture entre le secteur de l'Enseignement supérieur, avec ses diverses structures, et Sonelgaz pour "la modélisation, la fabrication et la commercialisation des produits vers l'étranger, améliorant ainsi la balance commerciale nationale".

M. Baddari a aussi souligné que le ministère mobilisait tous ses centres et ses laboratoires de recherche pour répondre aux exigences de Sonelgaz.

Par ailleurs, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a annoncé le lancement, à l'avenir, de projets collaboratifs avec le Groupe Sonelgaz concernant les compteurs intelligents et les réseaux intelligents "Smart grids" qui nécessitent de changer radicalement les infrastructures et de recourir aux dernières technologies à même de moderniser les ressources énergétiques.

Dans ce contexte, le ministre a rappelé les conventions signées précédemment avec le Groupe pour développer le détecteur de fuite du monoxyde de carbone, soulignant que l'intégration était l'une des stratégies adoptées par le ministère afin de créer des passerelles entre les grandes entreprises et les startups.

Le groupe Sonelgaz recourt souvent dans le cadre de la sous-traitance aux micro-entreprises notamment concernant le réseau de distribution, a-t-il dit, indiquant que "le ministère œuvre à mettre en place une cartographie nationale de sous-traitance pour toutes les grandes sociétés dont l'activité peut faire l'objet de sous-traitance avec les micro-entreprises en vue de les orienter, de les financer et créer de l'emploi".

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a affirmé que le groupe Sonelgaz sera le principal partenaire pour accompagner les projets liés à l'organisation, le recyclage et la valorisation des déchets à la faveur des moyens locaux de manière à garantir les normes techniques et environnementales dans le respect des lois en vigueur.

S'orienter vers le contenu local permettra aux sociétés algériennes de participer avec force à la réalisation des projets devant améliorer l'intégration nationale.

"Cela permettra de créer des postes d'emploi directs et indirects à tous les niveaux de la chaîne de valeur et des différentes étapes d'exécution et d'emploi, particulièrement la main d'œuvre locale", a-t-elle dit. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yassine Merabi a indiqué que le secteur accorde un intérêt au domaine de l'énergie en ce qu'il compte, sur 23 filières, une filière liée à l'électricité et l'électronique composée de 40 spécialités dont des spécialités sur les énergies renouvelables.

Le ministre a indiqué que cette convention signée avec le groupe vient prouver l'approche participative pour renforcer les compétences professionnelles et concrétiser la stratégie de Sonelgaz consistant en la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles spécialisées dans toutes ses filiales, ajoutant que le ministère œuvre à travers la stratégie d'intégration à développer les domaines de coopération avec différents opérateurs.

PROJET DE LOI RELATIF AUX RÈGLES DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE Inclusion du contrôle parlementaire a posteriori de l'exécution du budget général

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a introduit dans son rapport préliminaire sur le projet de loi relatif aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière une série d'amendements, notamment en ce qui concerne l'inclusion du contrôle parlementaire a posteriori de l'exécution du budget général.

Le rapport préliminaire de la commission spécialisée, lors d'une plénière présidée par le vice-président, Ghali Lansari, en présence du ministre des Finances, Laziz Faïd, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, et consacrée à l'examen du projet de loi relatif aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière, prévoit l'introduction de quatre nouveaux articles relatifs au contrôle parlementaire a posteriori de l'exécution du budget général.

Le rapport précise que c'est ce que le législateur algérien a consacré dans la Constitution en vertu des dispositions de l'article 156, le projet de loi de règlement budgétaire étant élaboré conformément aux dispositions de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances.

De plus, selon le rapport préliminaire, un parlementaire peut adresser au gouvernement toute question orale ou écrite concernant l'utilisation des ressources financières de l'Etat, prendre connaissance des grandes orientations de politique économique et budgétaire et évaluer à moyen terme les ressources et charges de l'Etat dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances pour l'exercice.

Le rapport a également inclus un autre amendement relatif à la séparation des contrôles judiciaire et parlementaire

pour permettre au pouvoir législatif d'exercer son contrôle dans le domaine budgétaire et de la comptabilité publique conformément aux dispositions de la Constitution. Le rapport a, par ailleurs, souligné la nécessité de reformuler certains articles du projet de loi dans un souci de précision linguistique et de clarté, d'harmoniser la terminologie et d'opter pour formulation législative précise, simple et concise.

La Commission des finances et du budget a indiqué dans son rapport que la nouvelle structure comptable prévue dans la loi organique N 15-18 relative aux lois de finances, se divise en trois parties : la comptabilité générale, la comptabilité budgétaire et la comptabilité d'analyse des coûts, soulignant que celles-ci sont des normes internationales qui permettent d'améliorer l'efficacité et la bonne gouvernance.

De plus, ce système qui entrera en vigueur de manière progressive, constituera une source d'information pour les gestionnaires et un outil d'aide à l'élaboration des prévisions et à l'évaluation des politiques publiques, tout en permettant au Parlement d'obtenir toutes les informations pour une évaluation et une appréciation de la situation financière réelle de l'Etat, dans le but de prendre la meilleure décision, selon le même rapport.

Le rapport indique également que les experts et les responsables de certains organismes et administrations en relation avec la comptabilité publique et la gestion financière, consultés par la commission, ont souligné l'importance de ce projet de loi et des nouvelles mesures qu'il prévoit, estimant que ce texte de loi opère une révolution dans le domaine de la

comptabilité publique. Après lecture du rapport préliminaire, et ouverture du débat, les députés ont salué les mesures et les réformes contenues dans ce projet, qui permettent d'améliorer la qualité de l'opération d'élaboration des estimations et de l'évaluation continue des politiques publiques, de renforcer le contrôle des dépenses publiques, et d'assurer la transparence.

A ce titre, le député du Front d'El-Moustakbal, Reda Amrane, a affirmé que les dispositions du présent projet de loi conféreront une transparence aux opérations financières et comptables, et permettront d'atteindre l'efficacité souhaitée dans ce domaine. De son côté, le député du parti Jil Djadid, Fathi Aoun, a salué la teneur du nouveau texte de loi qui propose une nouvelle méthodologie qui rend la comptabilité plus organisée et efficace, estimant que la nouvelle loi consacre un projet d'adoption de la comptabilité des objectifs et des programmes au lieu de celle des dépenses et des recettes. M. Aoun a indiqué que ce projet de loi met fin au chevauchement entre les missions de l'ordonnateur et celles du comptable public.

Pour sa part, le député du Parti du Front de libération nationale (FLN), Ahmed Rabehi, a appelé à l'impératif pour l'ordonnateur et le contrôleur budgétaire de prêter serment, soulignant l'importance économique et sociale de ces deux fonctions. De son côté, le député du groupe des Indépendants, Madjid Cherid, a relevé la nécessité d'accélérer la numérisation de toutes les opérations comptables et financières, au vu de l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du marché électronique.

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses et le pétrole gardent la hausse, le dollar reflue

Les Bourses occidentales évoluaient dans le vert et les prix du pétrole poursuivaient leur hausse mardi, tandis que le dollar a atteint un plus bas depuis dix mois face à la livre.

La Bourse de New York a ouvert autour de l'équilibre: l'indice Dow Jones cédait 0,1%, le Nasdaq, à forte coloration technologique, avançait de 0,16% et le S&P 500 était stable (+0,09%), quelques minutes après l'ouverture.

Le vert était de mise en Europe pour la plupart des indices: vers 13H35 GMT, Paris gagnait 0,47%, frôlant son

record historique, Francfort 0,75%, Milan 0,41% et Londres était stable (+0,05%) en raison de prises de bénéfices sur les valeurs pétrolières.

Après avoir bondi lundi dans le sillage de l'annonce de coupes de production par des pays de l'Opep, le pétrole prolongeait ses gains.

Vers 13H35 GMT, le baril de Brent pour livraison en juin gagnait 0,79% à 85,60 dollars et le baril de WTI pour livraison en mai 0,98% à 81,26 dollars.

Tout deux ont progressé de plus de 7% depuis lundi.

La hausse du pétrole, consécutive à la décision des membres de l'Opep+ lundi de réduire leur production, met un peu la pression sur les banques centrales occidentales car elle relance les risques d'inflation.

Mais les investisseurs préfèrent miser sur le ralentissement de la hausse des prix observé ces derniers mois, essentiellement en raison du repli des cours de l'énergie depuis le début du conflit en Ukraine.

Mardi, la BCE a publié un indicateur montrant que les attentes des consommateurs concernant l'inflation dans la zone euro avaient nettement diminué en février par rapport au mois précédent.

La hausse des prix à la production en zone euro en février a aussi ralenti légèrement plus que prévu.

Plusieurs banques centrales ont décidé de ralentir la hausse de leur taux d'intérêt, comme la Banque centrale américaine lors de ses deux dernières réunions.

Mardi, la Banque centrale australienne a décidé de mettre en pause son resserrement monétaire en ne remontant pas ses taux pour la première fois depuis dix réunions.

Le gouverneur a toutefois déclaré que "de nouveaux resserrements monétaires pourraient être nécessaires" pour ramener l'inflation australienne, actuellement à 6,8% sur un an, vers les 2 ou 3% visés par l'institution.

EUROPE

Les Bourses européennes mitigées à la clôture

Les principales Bourses européennes ont clôturé en ordre dispersé, mardi, face aux doutes sur l'inflation et à l'augmentation des cours du pétrole.

Le CAC 40 parisien a perdu 0,01%, le FTSE britannique a lâché 0,5% et le Dax allemand a gagné

0,14%. L'EuroStoxx50 a progressé de 0,1%, alors que le FTSEurofirst300 et le Stoxx 600 ont cédé 0,08%.

Du côté des secteurs, l'immobilier ainsi que les services financiers se sont renforcés de 0,5%, réalisant la meilleure perfor-

mance sectorielle du jour.

En revanche, le secteur du pétrole et du gaz s'est délesté de 1,41%, après la performance positive réalisée la veille.

Sur le plan individuel, Credit Suisse a clôturé sur une hausse de 0,85% et l'Oréal de 1,18%.

MEXIQUE

Annonce d'une "nationalisation" de l'électricité après un accord avec Iberdrola

Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador s'est réjoui mardi d'une "nouvelle nationalisation" du secteur de l'électricité en annonçant l'achat de 13 centrales au géant espagnol de l'énergie Iberdrola pour six milliards de dollars (5,5 milliards d'euros).

C'est un "jour historique", a insisté dans une vidéo sur Twitter le président de gauche nationaliste, à l'origine d'une réforme du secteur de l'énergie pour limiter la participation étrangère, qui a inquiété ses partenaires étrangers.

"Le gouvernement mexicain a signé aujourd'hui un accord pour acheter à Iberdrola 13 centrales électriques qui feront partie du patrimoine public et seront opérées par la CFE (Commission fédérale d'électricité, publique). C'est une nouvelle nationalisation", a-t-il annoncé.

La somme de six milliards de dollars a été

"Même si une crise bancaire grave est évitée, un resserrement du crédit est en cours, intensifiant le frein à la croissance résultant des hausses de taux passées.

Un second semestre beaucoup plus difficile se profile à l'horizon", prévient Thomas Hempell, responsable de la recherche macro et marché de Generali Insurance Asset Management.

Les opérateurs de marché se demandent notamment quand le ralentissement économique aux Etats-Unis va déboucher sur une récession.

En Europe, où l'inflation reste élevée, la consommation pourrait être mise à mal au cours de ce trimestre.

L'Oréal, numéro un mondial des cosmétiques, a annoncé mardi la signature d'un accord avec Natura & Co pour l'acquisition d'Aesop, la marque australienne de cosmétiques de luxe, valorisée à 2,525 milliards de dollars.

La catégorie L'Oréal Luxe (Lancôme, Yves Saint Laurent, Giorgio Armani, etc.) a occupé pour la deuxième année de suite en 2022 la première place au sein des différentes divisions du groupe avec 14,6 milliards d'euros de ventes (+18,6%).

L'action gagnait 0,83% à Paris. La livre profite de perspectives un peu moins grises au Royaume-Uni depuis le début de l'année et a atteint mardi un sommet en dix mois face à un dollar affaibli par des inquiétudes pesant sur le secteur bancaire aux Etats-Unis.

Elle a touché le seuil symbolique des 1,25 dollar. L'euro a lui touché son plus haut niveau depuis début janvier face au dollar. Mais vers 13H40 GMT, il ne montait plus que de 0,03% à 1,0902 dollar. Le bitcoin reprenait 2,31% à 28.227 dollars.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des emprunts d'Etat montaient nettement, autour de 3,47% pour la dette à 10 ans américaine et 2,32% pour la dette allemande à même échéance.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar continue sa glissade avec les mauvaises nouvelles de l'économie américaine

Le dollar était de nouveau bousculé mardi après la publication d'indicateurs macroéconomiques témoignant d'une dégradation de la conjoncture aux Etats-Unis, qui diminuent, aux yeux des cambistes, la probabilité de nouvelles hausses de taux de la Réserve fédérale (Fed). Le billet vert est tombé jusqu'à 1,2515 dollar pour une livre, une première depuis dix mois. Il a également reculé jusqu'à 1,0973 dollar pour un euro, au plus bas depuis un mois. Vers 20H20 GMT, le dollar ressortait en baisse de 1,06% face à la devise britannique, à 1,2501 dollar. Déjà mal orienté, le "greenback", l'un des surnoms de la devise américaine, a pris un nouveau coup avec la publication du nombre d'offres d'emplois aux Etats-Unis, qui a décroché à 9,9 millions en février, selon le ministère du Travail, soit sous 10 millions pour la première fois depuis mai 2021.

"C'est une indication selon laquelle le ralentissement du marché du travail pourrait être en train d'accélérer", a estimé, dans une note, Matthew Martin, d'Oxford Economics.

"Même si le chiffre date de février", il y a plus d'un mois, l'indicateur a été mentionné par le président de la Fed, Jerome Powell "comme une donnée à suivre de près", a rappelé Mazen Issa, de TD Securities.

Cette photographie du marché du travail s'est ajoutée à plusieurs autres indicateurs, dévoilés ces dernières heures, qui peignent un tableau plus sombre de l'économie américaine. Les commandes de biens industriels ont baissé de 0,7% en février, sur un mois, après un recul de 2,1% le mois précédent.

Lundi, l'indice ISM d'activité dans le secteur manufacturier avait fléchi bien plus que prévu, à 46,3%, contre 47,7%, montrant une contraction plus marquée de l'économie (un chiffre inférieur à 50 équivaut à une baisse de l'activité). Après avoir vu plusieurs feux passer à l'orange, les opérateurs ont ajusté leurs attentes et tablent désormais majoritairement sur un statu quo monétaire lors de la prochaine réunion de la Fed, début mai, ce qui signifierait que le cycle de resserrement est terminé.

Ils prévoient également au moins trois baisses de taux d'ici fin 2023, ce qui contribue à fragiliser le billet vert. A l'instar de la Banque du Canada en mars, et peut-être bientôt de la Fed, la banque centrale australienne (RBA) a choisi, mardi, de laisser inchangé son principal taux directeur, une décision qui vise à lui donner le temps d'évaluer l'impact sur l'économie australienne de dix relèvements successifs. Le dollar australien a immédiatement été sanctionné après cette annonce et abandonnait 0,51% face au billet vert, à 1,4812 pour un dollar américain, malgré la mauvaise journée du "greenback".

pagne est dans la ligne de mire du président Lopez Obrador, qui a demandé une "pause" dans la relation avec Madrid.

Lopez Obrador a été très critique envers Iberdrola, un des fleurons de l'économie espagnole.

"Le Mexique n'est pas une terre de conquête", avait-il déclaré fin mai quand le régulateur de l'énergie avait imposé une amende de 447 millions de dollars à Iberdrola, une sanction finalement suspendue par la justice. Iberdrola était accusé d'avoir vendu de l'électricité illégalement.

"Nous avons eu quelques divergences, mais le dialogue et la bonne volonté sont plus forts que tout.

De ces différences naît cela (l'accord) qui est quelque chose d'extraordinaire, d'historique", a ajouté Lopez Obrador.

Autre grand partenaire du Mexique, l'Es-

APS

LAGHOUAT Installation des détecteurs de monoxyde de carbone pour les abonnés (Sonelgaz)

Une opération d'installation de détecteurs du gaz de monoxyde de carbone au profit des abonnés de la Sonelgaz a été lancée dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris mardi des responsables de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Cette opération, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Fodil Douafi, porte sur l'installation de deux détecteurs de monoxyde de carbone dans chaque foyer, sachant que la Sonelgaz recense un effectif de 130.000 abonnés répartis sur 24 communes de la wilaya, a indiqué le directeur de la Sonelgaz, Benahmed Karim.

L'installation de ces équipements d'alerte et de prévention des infiltrations du gaz de monoxyde de carbone, a pour objectif d'éviter les intoxications mortelles.

Six (6) personnes (deux hommes, une femme et trois enfants) avaient trouvé la mort entre la fin de l'année 2022 et début 2023, asphyxiés par le monoxyde de carbone, et 36 autres ont été secourus, selon le responsable de la cellule de communication de la protection civile de la wilaya, le lieutenant Walid Nekmouche.

Mettant à profit cette occasion, M. Mustapha Laghouati, membre de l'organisation nationale de la protection des consommateurs, a appelé à faciliter la tâche aux agents de la Sonelgaz pour l'installation des équipements de détection.

BLIDA Un atelier clandestin de fabrication de tabac découvert

Le service central de lutte contre le crime organisé relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a arrêté, en fin de semaine dernière, deux individus impliqués dans une affaire de création d'un atelier clandestin de fabrication, de conditionnement et de contrefaçon de tabac (chemma) et saisi du matériel et des produits d'une valeur de 7 milliards de centimes, a indiqué mardi un communiqué de ce service.

Les investigations menées par les enquêteurs de la Sûreté nationale, sous la supervision du parquet compétent, ont permis de "localiser l'atelier clandestin et les entrepôts utilisés par les suspects dans la fabrication de tabac (chemma) au niveau de Bouinan à Blida", a précisé le communiqué.

Les perquisitions effectuées par la Police judiciaire ont permis de "saisir deux (2) appareils et des moules pour la fabrication de boîtes de contrefaçon de la marque de la société nationale, 50.250 sachets de tabac à chiquer de contrefaçon, 188.000 boîtes de contrefaçon portant la marque de la société nationale, 1.550.250 cartons utilisés pour le conditionnement, des sachet en plastique contenant du tabac mélangé à des engrais et au gypse industriel", ainsi qu'"un véhicule de tourisme et 185 millions de centimes provenant de l'activité criminelle", selon la même source. "Les suspects ont été présentés devant le Procureur de la République près le Tribunal de Boufarik (Blida) pour exercice d'une activité commerciale sans registre de commerce, pratiques commerciales déloyales portant atteinte à la santé publique et blanchiment d'argent", a souligné le communiqué.

CONSTANTINE Saisie de 21.000 capsules de psychotropes et arrestation de six suspects

La brigade de lutte contre la criminalité de la sûreté de wilaya de Constantine est parvenue à la saisie de 21.000 capsules de psychotropes et l'arrestation de 6 individus suspects, a-t-on appris mardi de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Poursuivant les efforts de lutte contre toute forme de criminalité, notamment les réseaux criminels activant dans le trafic de drogue et de psychotropes, la brigade de lutte contre la criminalité de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de

Constantine, en collaboration avec les partenaires sécuritaires, est parvenue à mettre fin aux agissements d'un réseau criminel composé de 6 individus âgés entre 29 ans et 46 ans et la saisie de 21.000 capsules de psychotropes, a souligné la même source.

L'opération a été concrétisée sur la base de renseignements dénonçant un groupe de personnes qui s'approprièrent à transporter une quantité considérable de psychotropes d'une des wilayas de l'Est du pays vers la ville de Constantine.

GHARDAÏA Nécessité d'accompagner la femme au foyer productrice pour assurer une autosuffisance financière (ministre)

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou a souligné mardi à Ghardaïa la nécessité de soutenir la femme au foyer productrice pour lui assurer une autosuffisance financière.

S'exprimant lors d'une visite dans la région, Mme Krikou, a appelé à "soutenir et d'accompagner la femme au foyer productrice pour lui assurer une autosuffisance financière et subvenir ainsi aux besoins de sa famille." La ministre a, à cette occasion, mis en avant l'importance de la femme à assumer un rôle essentiel dans la société et participer au développement socio-économique, précisant que les pouvoirs publics s'attellent à accompagner les initiatives visant à créer de la richesse et de l'emploi pour la femme au foyer.

En visitant un atelier de confection dédié exclusivement aux femmes veuves et filles orpheline suite à un cofinancement d'une association caritative d'accompagnement des orphelins et l'agence de développement sociale (ADS), la ministre s'est félicitée de cette initiative qui vise à créer une ressource financière pour ces femmes en produisant du



prêt à porter et les vendre afin d'assurer une autosuffisance financière et un revenu digne pour la femme.

Lors de sa visite d'une exposition des travaux de différentes associations féminines et autres caritatives au quartier périphérique de Bouhraoua, Mme Krikou s'est félicitée des élan de solidarité et du rôle de la société civile pour une prise en charge des

personnes vulnérables et démunies. Une cinquantaine d'exposantes représentant des associations, des micro entreprises, ainsi que des artisans ont mis en valeur des produits de l'artisanat locale variée allant de l'art culinaire, la poterie, articles en bois, la tapisserie et les produits du textile. Le rôle des associations dans l'accompagnement de la femme productrice à travers

des sessions de formation en coordination avec les directions de l'action sociale a été également souligné par la ministre, et ce dans le but d'aider la femme à développer sa vocation artisanale et l'accompagner pour créer sa propre micro-entreprise.

Mettant à profit sa visite à Ghardaïa, la ministre a donné le coup d'envoi d'une caravane de sensibilisation sur la lutte contre le gaspillage dans toute ses formes notamment alimentaire durant le mois de Ramadhan. Accompagnée par le wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar, Mme Krikou a au terme de sa visite, inspecté les travaux des personnes aux besoins spécifiques dans la commune de Daya Ben Dahoua (nord de la wilaya), affirmant à l'occasion que les pouvoirs publics déploient des efforts considérables pour la prise en charge des besoins des femmes au foyers ainsi que les personnes aux besoins spécifiques.

SÉTIF Distribution de 22.000 colis alimentaires par madjlis "Souboul El Kheirat" (direction locale)

Le Madjlis (conseil) "Souboul El-Kheirat" relevant de la direction des affaires religieuses et wakfs de la wilaya de Sétif a distribué depuis le début du Ramadhan 22.000 colis alimentaires, a indiqué mardi le directeur du secteur Salim Lerkam.

Cette opération de solidarité et d'entraide se poursuit jusqu'à toucher le plus grand nombre de familles démunies de l'ensemble des 60 communes de la wilaya grâce aux donations des citoyens et mécènes et en coordination avec les imams des mosquées et cadres du secteur des affaires religieuses, selon le même responsable. Du 1er jour du Ramadhan à

hier lundi, plus de 6.700 plats froids emportés ou servis sur place ont été distribués par les huit restaurants "Rahma" ouverts en coordination avec le Madjlis "Souboul El-Kheirat", selon la même source.

La direction des affaires religieuses organise conjointement avec la direction de la santé depuis le début Ramadhan une campagne de collecte de sang qui a permis de collecter quotidiennement entre 20 et 40 poches de sang, selon la même source.

Parallèlement à ces actions de solidarité, Madjlis "Souboul El-Kheirat" organise des conférences sur le Ramadhan,

des concours de récitation du saint Coran et un concours du meilleur prêche durant le Ramadhan.

Le Madjlis "Souboul El Kheirat" prépare également l'opération de collecte de Zakat El fitr et la distribution entre 1.100 et 1.200 tenues de l'aide à des enfants de familles nécessiteuses, est-il indiqué.

Dans le cadre de l'opération de solidarité supervisée par la wilaya de Sétif, il a été procédé à la distribution de 38.713 colis alimentaires et à l'ouverture de 128 restaurants "Rahma" dans 41 communes ayant servi 170.000 plats dont plus de 85.800 emportés, selon les services de la wilaya.

BEJAIA Un mort et 79 blessés dans des accidents de la route depuis le début du ramadhan

Un mort et 79 blessés ont été déplorés dans 52 accidents de la circulation enregistrés sur les routes de la wilaya de Bejaia depuis le début du mois du ramadhan, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la protection civile.

Dans la seule journée d'hier lundi, pas moins de 4 accidents, ayant fait 11 blessés,

se sont produits, rendant ce bilan "extrêmement lourd", selon la cellule de communication qui estime que celui-ci (bilan) est "quasiment exceptionnel".

"C'est un bilan d'un mois pas de 12 jours", a déploré la responsable de cellule de communication, Latifa Medjeber, appelant les

conducteurs de véhicules à plus de prudence et de vigilance. Pour rappel, dimanche dernier, un piéton de 61 ans a trouvé la mort suite à une collision entre un minibus et un véhicule léger à hauteur du village socialiste d'Ilmaten sur la RN 26 (Bejaia-Bouira) à 35 km à l'Ouest de Bejaia, alors qu'il marchait sur le trottoir,

selon la gendarmerie nationale. La victime, qui a péri sur le coup suite à de graves blessures à la tête et aux jambes, a été heurtée de plein fouet par le véhicule léger, sujet à un dérapage après qu'il ait tenté d'éviter le minibus à l'arrêt en sens inverse et au milieu de la chaussée, selon la même source.

Constantine. Après l'achèvement des procédures réglementaires nécessaires, les accusés ont été présentés devant les instances judiciaires pour "contrefaçon avec l'utilisation d'un moyen de transport dans le cadre d'un réseau criminel organisé" et "stockage et transport de psychotropes de manière illégale destinés à la vente" et "non-respect des dispositions relatives au contrôle sécuritaire des médicaments à effet psychotrope", a-t-on conclu.

ETHIOPIE

La sécheresse entraîne des pénuries menaçant la vie des réfugiés en Ethiopie (HCR)

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré que la sécheresse prolongée qui a dévasté la Corne de l'Afrique avait entraîné des pénuries alimentaires menaçant la vie des réfugiés en Ethiopie.

Dans un communiqué publié vendredi, le HCR a indiqué que "les cinq saisons des pluies insuffisantes depuis 2019 dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique avaient généré une sécheresse dévastatrice qui a affecté des millions de personnes dans la région".

"Les sources d'eau se sont taries, les cultures et les bétails ont été décimés, et les capacités des habitants à subvenir à leurs besoins se sont érodées. Ces difficultés sont aggravées par les prix de l'alimentation qui ont monté en flèche, rendant trop onéreux pour la plupart des réfugiés et des communautés locales



même les produits de base", a précisé le HCR dans son com-

munié. "Le résultat inévitable est une montée des taux de

malnutrition, en particulier chez les femmes et les enfants qui supportent souvent le plus dur des pénuries alimentaires", a mis en garde l'agence onusienne.

La sécheresse devrait continuer, et l'agence de l'ONU pour les réfugiés a indiqué que "davantage devrait être fait pour veiller à ce que les réfugiés et communautés locales puissent répondre à leurs besoins de manière durable".

"Le HCR travaille avec les autorités régionales et les organisations non gouvernementales partenaires pour fournir de l'aide", a souligné le communiqué

CORÉE DU SUD

Un mort et 1 blessé dans l'effondrement de la passerelle piéton d'un pont

Une femme est morte et un homme a été blessé lorsque la passerelle piéton d'un pont s'est effondrée mardi à Seongnam dans la province sud-coréenne de Gyeonggi, a rapporté mercredi l'agence de presse Yonhap.

La passerelle, qui enjambe un petit ruisseau au sud de la capitale Séoul, s'est effondrée vers 9h45 heure locale (0h45 GMT). Il pleuvait depuis la nuit précédente. Deux personnes ont chuté du pont. Une femme de 40 ans est décédée lors de son transfert à l'hôpital alors qu'elle était en arrêt cardiaque, tandis qu'un homme de 20 ans a été soigné pour des blessures au dos.

La police et les pompiers ont bouclé le pont, selon Yonhap, et enquêtent sur la cause exacte du drame.

VIOLENCES À HAÏTI

Le CDH accepte d'accorder son assistance

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a accepté mardi d'accorder son assistance au gouvernement haïtien dans sa lutte pour mettre fin à la violence qui ravage le pays, rapportent des médias.

Le Conseil a demandé au bureau des droits de l'homme de fournir à Haïti "une assistance technique et un soutien pour le renforcement des capacités dans la promotion et la protection des droits de l'homme", tout comme de nommer un expert pour surveiller la situation.

Haïti est en proie à une crise politique et économique depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 et les gangs contrôlent désormais plus de la moitié du pays.

Le bureau des droits de l'homme de l'ONU a averti le mois dernier que la violence semblait devenir incontrôlable, avec plus de 530 personnes tuées par des gangs en Haïti depuis le début de l'année.

En octobre, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a relayé un appel à l'aide du Premier ministre Ariel Henry et a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'envoyer une force internationale en Haïti.

La résolution de mardi, qui a été adoptée sans vote, a demandé au bureau des droits de l'homme de nommer rapidement un expert pour surveiller la situation des droits en Haïti, en accordant une attention particulière aux femmes, aux enfants et à la traite des êtres humains.

La résolution a également ordonné au chef des droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, de présenter un rapport intérimaire sur la situation en septembre et un rapport complet en mars prochain.

MEXIQUE

Quatre morts dans une fusillade

Quatre personnes ont été tuées lundi dans la zone hôtelière de Cancun dans une fusillade qui serait liée au trafic de drogue, ont indiqué les autorités locales de la station touristique mexicaine.

Deux individus ont été arrêtés pour leur implication présumée dans ces meurtres, a affirmé le procureur général de l'Etat de Quintana Roo. Selon José Pablo Mathey Cruz, le secrétaire à la Sécurité publique de

Benito Juárez, la municipalité où se trouve Cancun, les suspects seraient impliqués dans la vente et la distribution de stupéfiants. Les images des caméras de sécurité locales et le travail conjoint des autorités locales ont contribué à leur arrestation, a ajouté Mathey Cruz. En 2021, le gouvernement mexicain a indiqué que la Garde nationale se déploierait de manière permanente à Cancun et dans ses environs à la

suite d'une augmentation de la violence liée au crime organisé.

Plusieurs incidents violents ont eu lieu dans la zone côtière des Caraïbes.

Début 2022, deux personnes sont mortes après que des coups de feu ont été tirés dans un hôtel de Playa del Carmen.

Des fusillades ont été signalées aussi fin 2021 dans les zones touristiques de Puerto Morelos et de Cancun.

EQUATEUR

Trois prisonniers tués dans des violences dans une prison de haute sécurité

Des violences entre détenus dans une prison de haute sécurité en Equateur ont fait trois morts et un blessé mardi, a indiqué le Service national des prisons (SNAI).

"Trois détenus sont décédés et un blessé a été transféré", a annoncé le SNAI dans un communiqué, dans cet affrontement qui a eu lieu au pénitencier de "La Roca", situé dans le

port de Guayaquil (sud-ouest).

Cette prison de haute sécurité a une capacité d'accueil d'environ 150 détenus et hébergeait 23 prisonniers, la plupart de dangereux chefs de gangs rivaux liés au narcotrafic.

Agents pénitentiaires, la police et l'armée ont activé les protocoles de sécurité après ces incidents, ce qui a permis de "reprenre le contrôle" de la

situation, selon le SNAI. La prison de "La Roca", ou Guayas 3 selon son nom officiel, est en particulier le théâtre d'affrontements récurrents entre les "R7" et "Los Lobos", qui ont des liens avec les cartels mexicains de Sinaloa et la Nueva Generacion.

Depuis février 2021, huit massacres ont été recensés dans les prisons équato-

riennes, avec plus de 400 détenus tués, la plupart démembrés et brulés.

Début novembre, le gouvernement avait organisé le transfert de milliers de détenus, déclenchant une violente offensive des bandes criminelles, en particulier dans la ville portuaire de Guayaquil, épicentre du narcotrafic en Equateur.

CICR

Suppression de 1.500 emplois faute de fonds suffisants

Le Comité international de la Croix Rouge (CICR) a annoncé mardi qu'il allait supprimer environ 1.500 emplois faute de fonds suffisants.

Le conseil d'administration du CICR, une des plus importantes organisations humanitaire dans le monde qui emploie 20.000 personnes à travers plus de 100 pays, a aussi entériné une réduction de 430 millions de francs suisses de réduction des coûts sur 2023 et

le début de 2024. "Etant donné que les budgets de l'aide humanitaire à l'étranger devraient diminuer au cours des deux prochaines années, le CICR devra plus délibérément orienter ses efforts vers les programmes et les lieux où nous pouvons avoir le plus grand impact", souligne le communiqué de l'organisation dont le siège se dresse sur les hauteurs de Genève, relayé par des médias. Concernant les

suppressions d'emplois sur les 12 prochains mois, le CICR veut limiter au maximum les licenciements en restaurant un gel des embauches et en parlant sur les départs naturels.

Au moins 20 des 350 sites que pilote actuellement le CICR dans le monde vont fermer, "par exemple là où la zone peut être couverte par un autre bureau du CICR ou là où d'autres partenaires humanitaires ou de développement peuvent

prendre le relais". "Cette année, nous faisons face à des défis simultanés", explique l'organisation, citant des promesses de dons de la fin d'année qui n'ont pas atteint le niveau prévu et une hausse des coûts plus forte que prévue au dernier trimestre 2022 à cause de l'inflation. "En raison de ces facteurs, nous avons commencé 2023 avec un déficit d'environ 140 millions de francs", précise-t-il.

CHILI

Un séisme demagnitude 5,9 survenu à 65 km à l'ouest de Copiapo (USGS)

Un tremblement de terre de magnitude 5,9 sur l'échelle de Richter s'est produit mardi à 19h08 GMT à 65 km à l'ouest de Copiapo, au Chili, a annoncé l'Institut américain d'études géologiques (USGS). L'épicentre, situé à une profondeur de 51,286 mètres, a été localisé à 27,4227 degrés de latitude sud et 70,9897 degrés de longitude ouest.

PANAMA

Séisme de 6,3 au large: pas de victime signalée

Un séisme de magnitude 6,3 s'est produit mardi soir dans l'Océan Pacifique au large du Panama, selon l'Institut américain de géophysique USGS, la Protection civile panaméenne ne signalant ni victime ni dégâts dans l'immédiat.

Le séisme, qui a eu lieu à environ 80 km des côtes du Panama à une faible profondeur de 13 km, selon l'USGS, a été ressenti dans une grande partie du pays, y compris dans la capitale située à environ 350 km de l'épicentre. Selon la Protection civile panaméenne (Sinaproc), qui a pour

sa part fait état d'une magnitude de 6,7, la secousse s'est produite à 17h18 locales (22h18 GMT).

Le séisme n'a pas généré de tsunami, a indiqué de son côté le Centre d'alertes au tsunami du Pacifique, basé à Honolulu dans l'Etat américain d'Hawaï.

"Aucun dommage n'a été signalé à la suite du récent tremblement de terre", a précisé Sinaproc sur Twitter, ajoutant que "le Centre national des opérations d'urgence poursuit ses observations et sa surveillance".

TURQUIE

Six arrestations après la mort suspecte d'une étudiante gabonaise

Six personnes ont été arrêtées en Turquie après la mort suspecte d'une étudiante gabonaise dans le nord du pays, selon des médias turcs.

Le corps de Jeannah Danys Dinabongho Ibouanga, âgée de 17 ans, a été retrouvé le 26 mars dans une rivière, non loin de l'université de Karabük où elle étudiait le génie mécanique.

Une autopsie avait attribué le décès de la jeune femme à "une mort naturelle" par "noyade", malgré la mention de petites ecchymoses au niveau du cou et des reins.

L'ambassade du Gabon à Ankara avait rejeté les conclusions des médecins légistes, demandant une contre-expertise.

Trois des six personnes interpellées lundi sont des ressortissants étrangers, a indiqué l'agence de presse turque DHA, sans préciser leur nationalité.

Des images de vidéosurveillance publiées mardi par des médias locaux montraient l'étudiante courir pieds nus le 25 mars au soir dans une rue à proximité de son logement.

CONSTANTINE

Acquisition de cinq nouveaux générateurs d'hémodialyse (direction)

Le secteur de la santé de la wilaya de Constantine a été renforcé par cinq nouveaux générateurs d'hémodialyse destinés à améliorer la prise en charge des malades, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de la santé et de la population (DSP).

Quatre équipements de ce genre ont été affectés à l'établissement public hospitalier (EPH) de la circonscription administrative Ali Mendjeli, tandis qu'un autre a été réservé à l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) en cardiologie et chirurgie cardio-vasculaire de la cité "Erriadih", au chef-lieu de wilaya, a indiqué à l'APS le chargé d'information et de communication à la DSP, Amir Aidoune.

Les équipements médicaux sont destinés aux nouveaux patients atteints d'insuffisance rénale chronique pour leur assurer une meilleure prise en charge, a indiqué le même responsable.

Le service d'hémodialyse de l'EPH Ali Mendjeli a fait l'objet récemment d'une opération de réhabilitation et de renouvellement des équipements médicaux dans le cadre des mesures prises par les services de la Direction de la santé et de la population (DSP) visant la modernisation de ses structures et le renouvellement de ses équipements.

Le générateur d'hémodialyse, installé pour la première fois à l'établissement hospitalier spécialisé en cardiologie et chirurgie cardio-vasculaire de la cité "Erriadih", permettra aux médecins de fournir les soins nécessaires au profit des patients hospitalisés, tout en contribuant à éviter d'éventuels cas de décès de malades lors de leur déplacement vers l'établissement hospitalier spécialisé en urologie, néphrologie et de transplantation rénale de la cité Daksi Abdesselam où au service d'hémodialyse du CHU Benbadis, a indiqué Amir Aidoune.

GUELMA

Le complexe mère-enfant sera mis en service jeudi (wali)

La carte des infrastructures de la santé dans la wilaya de Guelma, sera renforcée "dès jeudi prochain", par la mise en service du complexe mère-enfant Chahid Mohamed Maalem, fermée pendant des années, en dépit de la fin des travaux, a indiqué mardi, la wali.

Mme Houria Aggoune a indiqué, en marge de sa visite dans cette établissement implanté au chef-lieu de wilaya, que l'entrée en service de ce complexe coïncidera avec la célébration de la journée mondiale de la santé, (7 avril), et commencera par recevoir les patients, orientés dans cet établissement ou venant du service pédiatrie et du service maternité de l'hôpital Hakim Okbi.

La même responsable, a indiqué que le pavillon de chirurgie du complexe mère – enfant prendra en charge les circoncisions des enfants pendant ce mois de Ramadhan, ajoutant que la mise en service de cet établissement contribuera à moderniser les prestations de santé et à améliorer les conditions d'accueil des enfants malades dans la wilaya.

Selon les explications données à l'occasion de cette visite, le complexe mère – enfant offre une capacité de 140 lits et dispose de plusieurs pavillons et services équipés de moyens modernes, encadré par une équipe médicale et administrative de 300 fonctionnaires.

Cette infrastructure a été lancée à la construction en 2009, après la fin des travaux, l'hôpital a été réservé à l'accueil des patients atteints de la Covid-19.

SÉTIF

Le terrain du projet de réalisation de l'hôpital des urgences édicochirurgicales choisi

Un terrain a été choisi à Sétif pour accueillir le projet de réalisation d'un hôpital des urgences édicochirurgicales, a-t-on appris samedi du directeur de wilaya de la santé et de la population, Ali Benkamela.

Un terrain de cinq (5) hectares a été choisi sur le site "El Hidhab" au centre-ville de Sétif pour accueillir cet équipement sanitaire de 120 lits, a précisé M. Benkamela.

Un montant préliminaire de 80 millions DA a été alloué à ce projet dont l'étude sera enga-

PHARMACIE

Signature d'une convention de partenariat entre la Faculté de pharmacie et les laboratoires suisses "Roche"

Une convention de partenariat a été signée, mardi à Alger, entre la Faculté de pharmacie et les laboratoires suisses "Roche" pour encourager la formation et la recherche entre les deux parties dans ce domaine.

La convention a été signée par le recteur de l'Université d'Alger 1, Fares Mokhtari et le doyen de la Faculté de pharmacie, professeur Réda Djidjik du côté algérien et par l'ambassadeur de la Suisse en Algérie, M. Pierre-Yves Fux et le directeur général des laboratoires "Roche" en Algérie, docteur Khalil Kadaoui du côté suisse.

A cette occasion, le recteur de l'Université d'Alger 1 a souligné que la signature de cette convention profitera aux deux parties, à travers la programmation de stages en faveur des étudiants et l'ouverture d'un espace réservé aux enseignants chercheurs, souhaitant "la conclu-

sion d'un accord de jumelage, à l'avenir, entre l'Algérie et la Suisse, le but étant d'en faire bénéficier l'ensemble des universités algériennes". Le doyen de la Faculté de pharmacie a rappelé, dans le même cadre, les conventions signées durant les mois passés entre son établissement et les différents laboratoires pharmaceutiques présents en Algérie, soulignant que la convention signée avec les laboratoires suisses "Roche" permettra d'établir une relation solide entre les deux parties, offrant ainsi à la Faculté la possibilité de bénéficier de stages et de formations dans les domaines réglementaire et légal.

Pour sa part, l'ambassadeur suisse en

Algérie a salué la signature de cette convention qui contribuera "au renforcement des relations entre les deux pays", citant "l'expérience pionnière" de la Suisse dans ce domaine, basée sur "les connaissances, la recherche pratique et le monde de l'entreprise".

De son côté, le directeur général des laboratoires suisses "Roche" en Algérie a affirmé l'importance de ce partenariat qui vise "à renforcer la coopération dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation, en permettant aux étudiants en pharmacie de bénéficier de stages de formation durant leur cursus universitaire".

EL BAYADH

Création d'un centre spécialisé de prise en charge des enfants autistes à Bougtob (direction)

Un centre spécialisé de prise en charge des enfants autistes a été créé dans la commune de Bougtob (El Bayadh), a-t-on appris mardi du directeur de wilaya de l'action sociale et de solidarité, Chouf Salah. L'encadrement de ce centre ouvert dimanche à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'autisme, a été confié à l'association de wilaya spécialisée "santé des enfants autistes". Cette structure, qui dispose de différents moyens humains et matériels, prendra en charge 50 enfants atteints de l'autisme et ce sur le plan

psychique et pédagogique à travers des activités et ateliers pour développer leurs compétences et œuvrer à leur accompagnement et intégration dans la société. Ce nouveau centre s'ajoute à une autre structure similaire implantée au chef-lieu de wilaya prise en charge par ladite association de wilaya, qui accompagne aussi 50 enfants, en attendant l'ouverture d'un autre centre dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh dans les prochaines semaines, qui sera aussi confié à l'association "santé des enfants autistes".

BLIDA

Inauguration d'un nouveau service de chirurgie cardiovasculaire

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, jeudi, l'inauguration d'un nouveau service spécialisé dans la chirurgie cardiovasculaire au Centre hospitalo-universitaire (CHU) "Frantz Fanon" de Blida.

En marge d'une visite de travail effectuée dans plusieurs services médicaux au CHU, M. Saihi a fait savoir qu'il s'agit d'un nouveau service spécialisé dans la chirurgie cardiovasculaire pour "une meilleure prise en charge des malades des différentes wilayas du pays, d'autant qu'il dispose des matériels médicaux les plus modernes".

Selon les explications fournies au ministre, ce service permettra de prendre en charge les malades cardiaques qui étaient pris en charge dans le passé dans des cliniques pri-

vées conventionnées avec la Caisse des assurances sociales.

Après avoir souligné que le service de neurochirurgie, qui a bénéficié de travaux d'extension et de modernisation, "sera renforcé par un scanner très moderne permettant de mettre fin au problème de transfert des malades atteints de différentes maladies à l'instar de l'épilepsie, Parkinson, et les malformations congénitales vers l'étranger", ajoutant que "le trans fert d'un seul malade coûtait au trésor 10.000 euros".

Il s'agit de l'appareil "Gamma knife", le seul en Algérie et le 4e en Afrique, qui permettra d'effectuer de 5 à 6 opérations chirurgicales de précision par jour, au lieu d'une seule opération comme c'est le cas actuellement selon les explications fournies par les

responsables du service. A cette occasion, le ministre a salué les efforts consentis par les autorités locales, les chefs de services et le personnel médical pour la prise en charge des patients, réaffirmant le "soutien et l'accompagnement" de son département à travers l'examen des différentes "propositions de projets" soumises par le wali et chefs de services lors de cette visite. De son côté, le wali de Blida, Ahmed Maabed, a expliqué que ces propositions consistent en une demande de "réhabilitation de plusieurs structures hospitalières vétustes", ainsi qu'une demande de "réalisation d'une unité spéciale de réanimation dont le CHU est dépourvu".

Inspectant l'hôpital anticancer, le ministre de la Santé a salué les efforts des responsa-

bles de l'opération de numérisation, soulignant que le "ministère y attache une grande importance en raison de son impact positif sur le patient pour sa prise en charge rapide et la réduction des dépenses de la consommation de papier". Au cours de la même visite, le ministre a inspecté le service ORL qui a également bénéficié d'une extension importante pour améliorer la prise en charge des patients", selon les explications fournies sur place.

Il a, en outre, inauguré l'unité des soins à domicile qui s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement relatif à l'amélioration des prestations sanitaires, notamment celles liées aux soins médicaux développés, a indiqué M. Saihi.

TÉBESSA

Ouverture d'un service médico-chirurgical de pédiatrie au chef-lieu de wilaya

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tébessa a été renforcé par un service médico-chirurgical de pédiatrie chahida Bendjedja Mahnia, qui a été réceptionné et entré en service, mardi, au chef-lieu de wilaya. Cette nouvelle structure médicale

relevant de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) mère-enfants Khaleli Abdelaziz dispose de 72 lits dont 60 lits réservés à la chirurgie pédiatrique et 12 autres lits, à usage médical pour cette catégorie de malades, équipée en matériel médical moderne, a précisé le directeur de la santé et de la population (DSP) par intérim, Rabia Mezhoud.

Le nouveau service, a ajouté le même responsable, comprend également un laboratoire d'analyses médicales, une unité de radiologie, une salle de soins intensifs et une autre pour les conférences. Le wali de Tébessa, Said Khelil qui a supervisé l'ouverture de ce service médical, a affirmé que l'entrée en service de cette structure vise, à promouvoir la prise en charge des malades et à alléger la pression exercée sur les autres établissements hospitaliers, en attendant la mise en service prochaine d'un hôpital de 120 lits situé à la cité 4 mars 1956 au chef-lieu de

wilaya, dont 80 lits réservés à la médecine générale et 40 lits aux maladies psychiatriques. Dans la commune d'El Oglia, une structure similaire de 60 lits, sera entrée en exploitation durant le premier semestre de l'année en cours, alors qu'un projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits, sera lancé en travaux dans la commune de Negrine (Sud de Tébessa) et cela après le parachèvement des procédures administratives liées au projet, a ajouté le chef de l'exécutif local. Il a également rappelé, qu'il a été procédé à la mise en exploitation de 7 unités médicales de garde dans les villes de Tébessa, de Cheria et de Boulhaf-Dir ainsi que 10 unités de dépistage et de suivi (UDS) en milieu scolaire, signalant que l'opération d'acquisition des équipements médicaux modernes, destinés à l'amélioration des services de santé, se poursuit à travers les établissements de cette wilaya frontalière.

PALESTINE

Le Club des prisonniers alerte sur l'état de santé du détenu Adnan Khader

Le Club des prisonniers palestiniens a alerté sur l'état de santé du détenu Adnan Khader, âgé de 44 ans, qui poursuit dimanche sa grève de la faim pour le 57^e jour consécutif, pour protester contre sa détention sans inculpation ni procès par les autorités de l'occupation sioniste.

Selon la même source, après 57 jours de grève de la faim, Adnan qui se trouve dans la clinique de la prison de Ramleh, souffre d'une détérioration grave touchant sa santé.

"Il y a de grands risques sur (...) sa vie" en raison du refus de l'occupation de répondre à sa demande de libération, a mis en garde le Club.

Adnan Khader a été arrêté le 5 février dernier lors d'une perquisition à son domicile dans la ville d'Arraba,



près de Jénine. Son domicile a été minutieusement fouillé et vandalisé à par les sionistes.

Adnan, un des plus anciens détenus palestiniens dans les geôles sionistes, a été arrêté 12 fois au cours des 20 der-

nières années. Il a passé un total de 8 ans derrière les barreaux.

Pendant ses différentes incarcérations, il a entamé plusieurs grèves de la faim, dont la plus longue est celle de 67 jours observée en 2021.

ETATS UNIS

Plus de 18.000 décès de la grippe enregistrés depuis le début de la saison

Au moins 26 millions de cas de maladie, 290.000 hospitalisations et 18.000 décès dus à la grippe ont été enregistrés depuis le début de cette saison aux Etats-Unis, selon les dernières estimations en date publiées ven-

dredi par le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Au total 138 décès pédiatriques de la grippe ont été recensés dans ce pays depuis le début de cette saison, selon le CDC. Environ 1.220

personnes atteintes de la grippe ont été hospitalisées au cours de la semaine se terminant le 25 mars, selon les statistiques du CDC.

Le CDC recommande à toute personne âgée de six mois et plus de se faire vacci-

ner chaque année contre la grippe tant que cette maladie reste active.

Des médicaments antiviraux contre la grippe sont également disponibles sur ordonnance pour traiter la grippe, selon le CDC.

Les homicides et suicides par arme à feu en hausse lors de la pandémie de Covid-19 (Health News)

Les homicides et les suicides dus à des armes à feu ont substantiellement augmenté durant la pandémie de Covid-19 aux Etats-Unis, a rapporté lundi Health News, citant un nouveau rapport du Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Au cours de la pandémie Covid-19, le taux d'homicide aux Etats-Unis a augmenté de près de 35%, selon le CDC.

Par comparaison à l'année 2019, année qui a précédé la pandémie de Covid-19, les visites en service d'urgence liées à des armes à feu étaient en augmentation de 37% en 2020, de 36% en 2021 et de 20% en 2022. Tout au long des quatre années

auxquelles s'est intéressée cette étude, les Américains âgés de 15 à 24 ans ont représenté l'essentiel des visites de services d'urgence liées à des armes à feu. Les jeunes de zéro à 14 ans ont enregistré la plus importante progression, toutes classes d'âge confondues, des visites de service d'urgence provoquées par des armes à feu, selon ce rapport.

"Les perturbations de l'instruction en personne, l'accès limité aux soins des services de santé mentale, à l'isolement, pourraient avoir contribué à l'augmentation des violences par armes à feu chez la jeunesse américaine", selon le CDC.

NOUVELLE ZÉLANDE

Annonce d'un premier mort de la rage

La Nouvelle-Zélande a révélé jeudi son tout premier cas de rage, déclarant que la maladie virale avait tué un patient qui l'avait attrapée à l'étranger, mais qu'il n'y avait pas de risque pour le public.

Les médecins ont appliqué "toutes les mesures de contrôle de l'infection" dans les deux hôpitaux où le patient a été traité, d'abord à Whangarei (nord) puis dans la ville voisine d'Auckland, a indiqué le ministère de la Santé.

"La transmission de la rage d'une personne à une autre est extrêmement

rare, presque inconnue, et il n'y a donc aucun risque pour le public", a déclaré le ministère dans un communiqué.

La rage se transmet généralement par la salive d'un animal infecté qui mord quelqu'un.

Le patient était suspecté d'être atteint de la maladie lorsqu'il a été admis à l'hôpital début mars.

Les résultats du laboratoire ont ensuite confirmé qu'il s'agissait du tout premier cas de rage en Nouvelle-Zélande, qui compte cinq millions d'habitants. "La Nouvelle-Zélande n'a pas la

rage dans ses populations animales ou humaines, et ce cas ne modifie pas notre statut de pays exempt de rage", a déclaré le ministère de la Santé.

"Les voyageurs doivent toutefois savoir que des milliers de cas de rage sont signalés chaque année chez l'homme dans le monde entier, y compris dans un certain nombre de pays de notre région", a déclaré le directeur de la santé publique, Nick Jones. Il a invité les gens à se faire vacciner avant de se rendre dans des pays où la rage est fréquente.

KENYA

Le gouvernement intensifie sa lutte contre le choléra

Le gouvernement kényan intensifie sa lutte contre le choléra qui a fait trois morts sur 13 cas recensés depuis le 20 février, date de la détection du premier cas dans le pays, a rapporté l'agence de presse kényane.

Le membre du Comité exécutif pour la santé (CEC) dans la région de Marsabit (Nord), Grace Galmo, a

affirmé que les campagnes de sensibilisation contre la maladie ont été intensifiées.

Le CEC a indiqué, par ailleurs, que l'inspection d'hygiène dans les restaurants a été intensifiée.

Au moins 10 restaurants jugés insalubres ont été fermés sur 32 établissements inspectés jusqu'à présent.

"Nous avons intensifié

l'inspection de routine des locaux alimentaires et la fermeture de tous les restaurants insalubres", a-t-elle assuré.

Le gouvernement kényan craint que la maladie ne soit toujours présente dans certaines zones de Marsabit malgré la série de mesures prises pour la contenir.

Les derniers cas confir-

més sont sept hommes et six femmes dont cinq sont toujours dans les salles d'isolement.

La responsable kényane a appelé le personnel de santé publique à rester vigilant soulignant que les chefs d'établissements et les directeurs des écoles ont également été sensibilisés à l'épidémie.

ROYAUME-UNI

Le stress au travail coûte 28 milliards de livres par an (étude)

Le stress lié au travail ou à l'épuisement professionnel, appelé aussi "burnout", coûte chaque année au Royaume-Uni, 28 milliards de livres, soit près de 32 milliards d'euros, et cause 23,3 millions de jours d'arrêt maladie, selon une étude publiée mercredi.

Les Britanniques "sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé mentale que dans n'importe quel autre" des pays concernés par cette analyse, indiquent les auteurs de cette étude réalisée par un assureur français et le centre de réflexion économique britannique CEBR.

Leurs conclusions se basent notamment sur un sondage de l'institut Ipsos auprès de 30.000 personnes âgées de 18 à 74 ans dans 16 pays et territoires à travers le monde.

Ce dernier montre que 21% des adultes britanniques sont en détresse émotionnelle, devant les Etats-Unis (17%), la Belgique (11%), la France (10%), la Chine (10%) ou encore la Suisse (9%).

"Près de la moitié des Britanniques ne sont actuellement pas dans un état de bien-être mental et risquent l'épuisement professionnel, ce qui a un impact significatif sur l'économie et les entreprises du Royaume-Uni", note l'étude.

L'étude relève néanmoins des signes d'amélioration Outre-Manche, "avec une baisse de la stigmatisation associée aux problèmes de santé mentale" et une hausse marquée du nombre des personnes qui, à l'inverse, sont en "très bonne santé mentale": elles représentent 23% des personnes sondées.

RECHERCHE

Marcher 8.000 pas une ou deux fois par semaine réduit le risque de mortalité (Etude)

Marcher 8.000 pas, soit près de 6,4 km, une à deux fois par semaine réduit de façon importante le risque de mort précoce, selon une étude publiée mardi.

S'il est connu que la pratique d'une activité physique régulière réduit le risque de mortalité, l'étude publiée dans la revue JAMA Network Open s'intéresse aux bienfaits pour la santé d'une marche intense seulement quelques jours par semaine.

Les chercheurs de l'université de Kyoto et de l'université de Californie à Los Angeles ont analysé des données portant sur 3.101 adultes américains.

Ils ont constaté que ceux qui marchaient 8.000 pas ou plus, une ou deux fois par semaine, avaient 14,9% moins de chances de mourir sur une période de 10 ans que ceux qui n'atteignaient pas ce palier.

Pour ceux qui faisaient ces longues marches trois à sept fois par semaine, le risque de mortalité tombait encore davantage, de 16,5%.

Les bénéfices sur la santé de ces randonnées de 8.000 pas ou plus, une à deux fois par semaine, semblent encore plus marqués pour les personnes âgées de 65 ans et plus.

"Le nombre de jours par semaine où quelqu'un marche 8.000 pas ou plus a été associé (lors de l'étude) à un risque moins grand de mortalité cardiovasculaire et de toutes les autres causes", selon les scientifiques.

"Ces travaux suggèrent que les individus peuvent obtenir des bénéfices importants pour leur santé en marchant seulement quelques jours par semaine", poursuivent-ils.

Pour cette étude, les chercheurs ont étudié les pas quotidiens recensés par les participants entre 2005 et 2006 puis étudié leur mortalité dix ans plus tard.

Parmi les participants, 632 personnes n'ont pas réussi à atteindre la limite de 8.000 pas au moins un jour par semaine, 532 personnes les ont atteints ou dépassés une à deux fois par semaine, et 1.937 personnes l'ont fait trois à sept fois par semaine. En moyenne, les Américains marchent 3.000 à 4.000 pas par jour, selon les données de la Mayo Clinic, qui précise que la marche en tant qu'activité physique régulière peut réduire le risque de maladie cardiaque, d'obésité, de diabète, de pression artérielle élevée et de dépression.

NUTRITION

LES ŒUFS SONT-ILS BONS POUR LA SANTÉ ?

Atout santé pour certains et menace en puissance pour d'autres, l'œuf fait débat. Peut-être continuer à en manger sans craindre les problèmes cardiovasculaires ou d'augmenter le risque de diabète ? Tour d'horizon des avis sur la question.

Des protéines parfaitement équilibrées, des antioxydants, des oméga 3 et un goût indéniable sous toutes leurs formes : les œufs sont nos amis. D'ailleurs, les Français en mangent plus de 200 par an et par habitant. Le problème ? Du fait de leur haute teneur en cholestérol, ils augmenteraient considérablement les risques cardiovasculaires.

Alors, faut-il continuer à manger des omelettes ou pas ? On fait le point sur un débat complexe qui fait rage depuis de nombreuses années.

CRUX QUI DISENT OUI

Selon une étude menée en Chine entre 2004 et 2008 et publiée par le British Medical Journal, vous pouvez continuer à manger des œufs les yeux fermés. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une consommation quotidienne permettrait de réduire de 18% le risque de maladie cardiovasculaire. Mieux encore : ils feraient également diminuer le risque d'AVC de 26% et celui de souffrir d'une cardiopathie ischémique (soit une insuffisance cardiaque liée à des artères partiellement bouchées) de 28%.

Et ce n'est pas tout. Selon une autre étude, publiée par l'American Journal of Clinical Nutrition en 2018, le fait de manger une douzaine d'œufs par semaine n'augmenterait pas non plus ces risques chez les personnes souffrant de diabète de type 2 ou de pré-diabète. « Si les œufs sont riches en cholestérol alimentaire [...] cette étude soutient les recherches existantes qui montrent que leur consommation a peu d'effet sur les niveaux de cholestérol dans le sang », expliquait alors le Docteur Nick Fuller, pilote de l'étude.

Intégrés dans une alimentation saine (c'est à dire sans graisses saturées), les œufs et leurs micronutriments pourraient même, selon l'expert, « aider à réguler les apports en graisses et en glucides, favoriser les grossesses sereines et améliorer la santé des yeux, des vaisseaux sanguins ou du cœur ».

Tout trait pour le mieux dans le meilleur des mondes, donc ? Pas si sûr.

CRUX QUI DISENT NON

Si le lien entre consommation d'œufs et augmentation du risque de cholestérol est souvent débattu, une étude menée récemment par l'université d'Australie du Sud, révèle que les personnes qui consomment régulièrement un ou plusieurs œufs par jour augmenteraient aussi leur risque de diabète. Conduite en partenariat avec la China Medical University et l'université du Qatar entre 1991 et 2009 auprès de 8545 adultes âgés de 48 ans et plus, c'est la première étude qui évalue la consommation d'œufs dans un cadre à large échantillon de personnes. Elle indique qu'une consommation d'œuf quotidienne augmente le risque de diabète de 60%.

Publiée dans le Journal of American Medical Association en mars 2019, une autre étude récente affirme que le fait de consommer 300 mg de cholestérol alimentaire par jour (un œuf en contient environ 186 mg en moyenne) augmenterait de 17% les risques de développer une maladie cardiaque.



Un constat qui fait débat aux États-Unis, puisque même les auteurs de la recherche reconnaissent les limites de leur méthode, basée sur les souvenirs alimentaires de ses 30 000 participants.

D'autre part, le Professeur Andrew Mentz, à la tête du programme d'épidémiologie du Population Health Research Institute, explique ceci à *Runner's World* : « L'hypothèse principale est que les œufs augmentent votre mauvais cholestérol, et que plus vous en mangez, plus il est mauvais. Mais en annexe de l'étude, on trouve une note indiquant que l'augmentation de la consommation d'œufs est liée à une réduction du LDL, le mauvais cholestérol. Il semble qu'il y ait une contradiction avec les résultats ».

Bref, vous l'aurez compris, les plus grands spécialistes de la question n'étant pas nécessairement d'accord entre eux, le mieux est encore de continuer à manger des œufs, mais avec modération.

LESQUELS CHOISIR ?

Le contenu de l'œuf dépend de l'alimentation des poules et de leurs conditions de vie. Il faut, sans hésitation, préférer les œufs de poules bio ou élevées en plein air qui peuvent être jusqu'à deux fois plus riches en bons acides gras et contenir trois fois plus de vitamines. Vous pouvez aussi choisir des œufs de la filière Bleu-Blanc-Cœur, issus de gallinacées nourries avec des grains de lin, et très riches en acides gras oméga 3 et autres acides gras insaturés oméga 6.

Comment choisir ? Il faut regarder le premier numéro du code indiqué sur la coquille. 0 = bio ; 1 = de poule élevée en plein

air ; 2 = de poule élevée au sol ou en volière ; 3 = de poule élevée en cage (batterie). La mention « extra frais » peut être utilisée jusqu'à un jour après la ponte (avec la date de ponte et la date limite de 9 jours apposées sur l'emballage).

4/6 - Tartines pleines forme du matin

Écrasez 2 petits avocats mûrs avec 1 c. à s. de jus de citron, du sel et du poivre. Étalez sur 4 tranches de pain de seigle toastées. Ajoutez 1 tranche de saumon (ou truite) fumé, 4 œufs et disposez-les sur les tartines. Parsemez de piment d'Espelette et dégustez sans attendre (sur une assiette : le jaune d'œuf reste coulant !).

2/6 - Poêlée de chou kale et œuf au plat

Lavez 16 feuilles de chou kale et retirez leur côte centrale à l'aide d'un couteau. Déchirez grossièrement les feuilles. Peler et émincez finement 2 oignons. Chauffez de l'huile d'olive dans une large poêle et faites-y revenir les oignons. Ajoutez les feuilles de kale, salez et faites revenir 10 mn à couvert sur feu moyen-doux. Versez 10 cl de crème légère (ou végétale) dans la poêle, cassez 4 œufs l'un après l'autre et disposez-les sur le chou. Répartissez 150 g de chèvre frais, couvrez et laissez cuire à feu doux jusqu'à ce que les blancs d'œufs soient pris. Retirez du feu, poivrez, parsemez de persil haché et servez.

3/6 - Œufs cocotte au coulis de tomates

Versez 2 c. à s. de coulis de tomates cuits siné à l'ail et à l'ailignon au fond de 2 ramequins. Cassez-y un œuf en veillant à ne pas crever le jaune. Versez 2 c. à s. de crème légère ou de soja. Placez les ramequins dans

une cocotte, versez de l'eau au tiers de la hauteur. Couvrez, laissez cuire à frémissement jusqu'à coagulation des blancs. Poivrez, parsemez de ciboulette.

4/6 - Œufs farcis aux baies roses

Portez une casserole d'eau à ébullition. Plongez-y 2 œufs, faites-les cuire 10 min à partir de la reprise de l'ébullition. Laissez refroidir les œufs durs puis écalez-les. Coupez les œufs en 2, prélevez les jaunes sans abîmer les blancs. Mixez les jaunes avec 30 g de fromage frais, du sel et du poivre. Garnissez les blancs avec ce mélange, parsemez de baies roses concassées et servez sur un lit de crudités.

5/6 - Omelette soufflée aux épinards

Faites « tomber » à la poêle 2 poignées d'épinards en branches avec 1 filet d'huile d'olive et 1 gousse d'ail pressée. Salez, poivrez. Cassez 2 œufs en séparant les blancs des jaunes. Montez les blancs en neige, incorporez délicatement les jaunes à l'aide d'une spatule souple. Versez le tout dans la poêle et faites cuire à feu doux et à couvert jusqu'à coagulation. Parsemez de miettes de feta et servez.

6/6 - Œufs brouillés au saumon

Fouettez 2 œufs dans un saladier supportant le bain-marie. Ajoutez 1 c. à s. de chèvre frais mélangée avec 1 c. à s. de crème légère, poivrez. Placez le saladier au-dessus d'un bain-marie et faites cuire en mélangeant jusqu'à ce que les œufs soient pris. Dégustez sur des tranches de pain complet toastées, avec quelques lanètes de saumon fumé et des herbes ciselées.

Les œufs ne méritent pas leur mauvaise réputation

Riches en cholestérol, mauvais pour le cœur : les œufs n'ont pas toujours bonne réputation. Pourtant, selon les médecins britanniques, les œufs mériteraient d'être réhabilités.

Non, les œufs n'augmentent pas le risque d'infarctus et de maladies cardio-vasculaires ! C'est ce qui ressort d'une méta-analyse publiée sur le site du British medical journal et menée par l'Université de science et de technologie de Huazhong (Chine).

Pour cette méta-analyse, les chercheurs se sont penchés sur 8 publications et 17 études portant sur les causes de maladies coronariennes ou d'infarctus. Et leurs conclusions permettent aux œufs de retrouver une place de choix dans un régime quotidien équilibré. S'il est vrai que l'œuf est relativement riche en cholestérol (200 mg environ pour un gros œuf) et que, du coup, on a souvent recommandé d'en limiter la consommation pour ne pas augmenter la teneur sanguine en cholestérol (et donc favoriser les maladies cardio-vasculaires), les médecins affirment que « selon les différentes études analysées, consommer un œuf par jour n'est aucunement lié à une augmentation du risque d'infarctus ».

Voilà qui explique aussi pourquoi les japonais, qui comptent pourtant parmi les plus gros consommateurs d'œufs dans le monde (avec 328 œufs consommés par personne et par an) ont un taux de cholestérol relativement bas et un taux de maladies cardio-vasculaires bien moins élevé que d'autres pays industrialisés.

Voici donc les œufs réhabilités et leurs vertus nutritionnelles remises à l'honneur.

« Les œufs sont riches en choline (un œuf en contient 125 mg), un nutriment essentiel important pour l'entretien de nos fonctions cérébrales et le ralentissement de la maladie d'Alzheimer ».

« Les œufs sont riches en protéines : 7 à 9 g dans un œuf de 60g, soit le cinquième environ de nos besoins journaliers en protéines ».

« Les œufs ont une forte teneur en vitamines A, D, E et B12 ».

C'est donc sans aucun scrupule nos recettes régionales salées à base d'œufs.

Un conseil toutefois, si vous êtes allergique à l'œuf, évitez les desserts aux œufs crus (mousse au chocolat, crème aux œufs...).

En Repertoire.fr

L'ŒUF, VIRTUEUSE DES PROTÉINES

Un aliment tout simple, ultra malin, économique, rassasiant, qui régale petits et grands et se cuisine de dizaines de façons ? Ne cherchez plus, c'est lui !



DES PROTÉINES POUR UN EFFET COUPE-FAIM

L'œuf est un concentré de protéines animales (environ 7 g pour un œuf de 60 g), de surcroît d'excellente qualité nutritionnelle. On dit qu'elles ont une bonne valeur biologique, car ses protéines contiennent, en proportions idéales, les huit acides aminés dits « essentiels » : ceux que le corps ne sait pas fabriquer et qui doivent absolument être apportés par l'alimentation, avec en outre une excellente combinaison entre les protéines du blanc et du jaune (qui sont différentes). L'œuf est en réalité la source de protéines idéale, celle qui sert de référence aux médecins nutritionnistes et qui, de plus, présente une excellente biodisponibilité (94 % pour l'œuf cuit).

UN ALIMENT EXCELLENT POUR LE CERVEAU

Des œufs pour améliorer ses performances intellectuelles et pour réduire les effets du vieillissement sur ses fonctions cognitives, pourquoi pas ? Le jaune d'œuf est en effet exceptionnellement riche en choline, un type de vitamine B, dont il a été prouvé en 2011, par une équipe américaine, les vertus sur le cerveau, notamment dans la mémorisation et dans la diminution des risques de démences. La vitamine D, dont

PAS D'INTERDICTION NÈME À CEUX QUI ONT DU CHOLESTÉROL

Non, l'œuf n'est pas un ennemi du taux de cholestérol, même s'il en contient en quantité assez importante (210 mg pour un œuf, en moyenne). Car dans les faits, le cholestérol alimentaire affecte

généralement assez peu le taux de cholestérol sanguin et, même lorsque c'est le cas (chez certains individus porteurs d'une particularité génétique), une étude finlandaise a montré que cela n'avait pas d'incidence sur le risque cardiaque et restait sans effet sur l'épaisseur des artères. Pour achever de nous rassurer et de faire taire les préjugés, une méta-analyse (analyse d'un grand nombre d'études sur un sujet donné) publiée en 2013 n'a pas trouvé que les gros consommateurs d'œufs présentaient plus de risques cardio-vasculaires que les autres, qu'il s'agisse d'infarctus ou de cholestérol, même s'il en contient un composant du blanc, le RVPSL, sorte de mélange d'acides aminés, dont une étude chinoise a révélé qu'il fait baisser la tension

artérielle de façon importante, autant qu'un médicament courant, mais sans effets secondaires, contrairement à celui-ci.

SBS A TOUTS SAISONS

• Riche en bonnes protéines. Elles sont d'excellente qualité et font même référence.

• Extrêmement rassasiant, grâce à cette haute densité protéique.

• Protège le cerveau, notamment du déclin cognitif et des démences grâce au jaune qui contient de la choline et de la vitamine D

• Bon pour la vision nocturne, via la lutéine contenue dans le jaune.

• Réduit l'hypertension artérielle. Il n'augmente pas donc pas non plus le taux de cholestérol ni le risque d'accident cardio-vasculaire.

9 ALIMENTS RICHES EN PROTÉINES

Les protéines permettent de fabriquer tous nos organes (des muscles, les os, la peau...) et de produire les hormones, enzymes, anticorps... Ce sont les briques de construction de tout notre organisme. Elles font partie des protides, constitués d'acides aminés. Parmi les 22 acides aminés, 8 ne peuvent être fabriqués par l'organisme, ils sont dits indispensables ou essentiels.

Il faut donc impérativement leur apporter par l'alimentation. Il existe deux grandes catégories de protéines : les protéines animales et les protéines végétales. Les protéines animales se trouvent dans les viandes et les poissons, les fromages, les œufs, les yaourts, le fromage blanc et le lait. Tous ces aliments contiennent tous les acides aminés essentiels.

Les viandes et les fromages ont une teneur élevée en protéines, de 20 à 30% tout comme certains poissons (saumon, thon...). Les protéines végétales, elles, proviennent essentiellement du pain, des céréales, des légumes secs et légumineuses et ne contiennent pas tous les acides aminés essentiels.

1/9 - Le bœuf

La viande de bœuf est une excellente source de protéines, avec 21g de protéines pour 100g. Un steak de 150g fournit environ trente grammes de protéines. Mieux vaut privilégier les produits les moins riches en lipides. Comme le filet, la bavette, ou encore la viande des Grisons, très riche en protéines mais pauvre en lipides.

2/9 - Les amandes

Les amandes sont très riches en protéines végétales. L'amande séchée contient en effet plus de

20 à 30% tout comme certains poissons (saumon, thon...). Les protéines végétales, elles, proviennent essentiellement du pain, des céréales, des légumes secs et légumineuses et ne contiennent pas tous les acides aminés essentiels.

Il faut donc impérativement leur apporter par l'alimentation. Il existe deux grandes catégories de protéines : les protéines animales et les protéines végétales. Les protéines animales se trouvent dans les viandes et les poissons, les fromages, les œufs, les yaourts, le fromage blanc et le lait. Tous ces aliments contiennent tous les acides aminés essentiels.

Les viandes et les fromages ont une teneur élevée en protéines, de 20 à 30% tout comme certains poissons (saumon, thon...). Les protéines végétales, elles, proviennent essentiellement du pain, des céréales, des légumes secs et légumineuses et ne contiennent pas tous les acides aminés essentiels.

Il faut donc impérativement leur apporter par l'alimentation. Il existe deux grandes catégories de protéines : les protéines animales et les protéines végétales. Les protéines animales se trouvent dans les viandes et les poissons, les fromages, les œufs, les yaourts, le fromage blanc et le lait. Tous ces aliments contiennent tous les acides aminés essentiels.

Les viandes et les fromages ont une teneur élevée en protéines, de 20 à 30% tout comme certains poissons (saumon, thon...). Les protéines végétales, elles, proviennent essentiellement du pain, des céréales, des légumes secs et légumineuses et ne contiennent pas tous les acides aminés essentiels.

Il faut donc impérativement leur apporter par l'alimentation. Il existe deux grandes catégories de protéines : les protéines animales et les protéines végétales. Les protéines animales se trouvent dans les viandes et les poissons, les fromages, les œufs, les yaourts, le fromage blanc et le lait. Tous ces aliments contiennent tous les acides aminés essentiels.

20 g de protéines pour 100g, soit 21g de protéines pour 100g de protéines. Mais le champion en matière de protéines c'est le parmesan. Dans 100g de parmesan il y a 36g de protéines. Une portion de 30g de parmesan vous apporte plus de 10g de protéines !

3/9 - Les crevettes

Les crevettes sont riches en protéines : 21,8g de protéines pour 100g de crevettes roses cuites. Elles sont aussi riches en minéraux et vitamines et pauvres en calories (1,3g de lipides pour 100g). Que des atouts !

4/9 - Les lentilles

Les lentilles font partie des légumineuses les plus riches en protéines. Toutes les lentilles renferment environ 30g de protéines pour 100g de graines. En plus d'être une remarquable source de protéines elles contiennent des fibres très

digestes, ont un index glycémique bas et un pouvoir de satiété important.

5/9 - Le parmesan

L'emmental, le gruyère, le comté et autres fromages à pâte dure sont riches en protéines. Ils contiennent 24 à 26g de protéines pour 100g. 60g de comté vous apporte 30g de protéines. Mais le champion en matière de protéines c'est le parmesan. Dans 100g de parmesan il y a 36g de protéines. Une portion de 30g de parmesan vous apporte plus de 10g de protéines !

6/9 - Le saumon

Le saumon, frais ou fumé, est une excellente source de protéines : 23,2g de protéines pour 100g. Il contient en outre des acides gras oméga 3 indispensables au bon fonctionnement de l'organisme.

LIBYE

L'OACI cherche à soutenir la sortie de la Libye de l'embargo aérien européen

Le gouvernement d'union nationale libyen a discuté, mardi, avec une délégation de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), des moyens pouvant permettre à l'organisation de contribuer au soutien de ses plans visant à mettre fin à l'embargo aérien européen imposé aux avions libyens il y a 8 ans.

Cela s'est produit lors d'une rencontre entre le ministre libyen des Transports, Mohammad Al-Shahoubi, et le directeur régional de l'OACI au Moyen-Orient, Hamad Abu Bakr Al-Farea, qui effectue une visite de trois jours en Libye, la première du genre, selon un communiqué du gouvernement libyen.

Le communiqué indique que les deux hommes ont discuté des moyens pouvant permettre à l'organisation de contribuer à soutenir les plans et programmes de l'Autorité libyenne de l'aviation civile pour développer le secteur et sortir de l'embargo aérien imposé par l'Union européenne sur les avions libyens.

Il a indiqué que la délégation de l'OACI se rendra dans des aéroports libyens



pour constater les procédures suivies et leur conformité aux standards et normes approuvés par l'organisation internationale. Pour sa part, l'Autorité

des aéroports libyenne a déclaré dans un autre communiqué qu'Al-Farea et la délégation qui l'accompagnait avaient visité le terminal passagers de l'aéro-

port international de Mitiga dans la capitale, Tripoli. La délégation de l'organisation internationale a été informée des projets en cours, qui visent à améliorer la vue générale et augmenter la capacité du terminal, selon l'Autorité des aéroports dans son communiqué.

La source a expliqué que la visite intervient "en préparation de la visite d'audit qui sera effectuée à la fin de cette année afin de lever l'interdiction imposée aux aéroports et compagnies aériennes libyennes".

Le 11 décembre 2014, la Commission européenne a imposé une interdiction de passage des avions appartenant aux compagnies aériennes libyennes dans l'espace aérien des Etats membres de l'Union européenne, rappelle-t-on.

BURKINA FASO

4,7 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire en 2023 (ONU)

Environ 4,7 millions de personnes au Burkina Faso - soit une personne sur cinq - auront besoin d'aide humanitaire cette année, et la moitié de ceux qui en ont besoin sont des enfants, selon deux documents publiés par l'ONU et ses partenaires humanitaires.

L'Aperçu des besoins humanitaires (HNO 2023) présente une évaluation des besoins humanitaires pour l'année 2023, et le Plan de réponse (HRP 2023) est une priorisation des interventions humanitaires pour cadrer et suivre la réponse des Nations unies et des partenaires au Burkina Faso.

Le HRP 2023 fait aussi appel aux bailleurs de fonds pour répondre aux besoins, avec un financement requis de 877 millions de dollars pour une assistance prioritaire, selon les besoins et vulnérabilités des populations.

Selon le HNO 2023, les besoins des personnes affectées ont augmenté à la fois en termes de gravité et d'échelle géographique par rapport à 2022.

Un Burkinabè sur 5, soit 4,7 millions de personnes, ont besoin d'aide humanitaire, et environ une personne sur 10, soit 1,9 million de personnes, se sont déplacées à l'intérieur du pays à la date du 31 décembre 2022.

Au regard des différentes situations de fragilité et des besoins croissants, la communauté humanitaire a décidé de prioriser ses interventions en 2023, ciblant 3,1 millions de personnes qui éprouvent des besoins aigus et urgents dans 127 communes, surtout les personnes qui vivent dans des zones difficiles d'accès.

19 personnes tuées par des mines en 2022 (ONU)

Dix-neuf (19) personnes ont été tuées par des mines en Libye en 2022, indique la Mission d'appui des Nations unies en Libye (UNSMIL).

Dans un communiqué rendu public mardi, à l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux mines et d'assistance à la lutte anti-mines, la mission a affirmé que 19 personnes, dont 14 enfants, ont été tuées par des restes explosifs de guerre en Libye en 2022.

Selon la mission, malgré les efforts considérables des partenaires de l'action contre les mines au cours de la dernière décennie, "plus de 15 millions de mètres carrés sont toujours contaminés par des munitions explosives

à travers la Libye". Ces restes explosifs "entravent un accès sûr à l'éducation, aux soins de santé et au développement, et continuent de blesser ou de tuer longtemps après la fin des combats, constituant une menace quotidienne pour la vie et les moyens de subsistance", souligne la même source.

"Les efforts de déminage sont une composante essentielle du cheminement de la Libye vers la paix et la stabilité, couplés à des réformes dans le secteur de la sécurité pour contrôler la contamination par les engins explosifs et la prolifération des armes", a déclaré le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies

pour la Libye, Abdoulaye Bathily. "La menace qui pèse sur les citoyens libyens compromet la stabilité et le droit à une vie sans peur", a-t-il ajouté.

Le Programme d'action anti-mines de l'UNSMIL (UNMAS Libye) en collaboration avec le Centre libyen d'action anti-mines, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires de l'action anti-mines s'emploient à retirer ces engins potentiellement mortels des écoles, des maisons, des terres agricoles et des hôpitaux et à protéger les Libyens en les sensibilisant davantage à la menace des engins explosifs.

En 2022, des partenaires en Libye ont retiré 27 400 munitions explosives à Tripoli, Misrata, Benghazi et Syrt, mais il reste encore beaucoup à faire, d'après la même source.

RWANDA-KENYA

Le Rwanda et le Kenya s'engagent à renforcer le processus de l'intégration régionale de la CAE

Le Rwanda et le Kenya se sont mis d'accord, mardi à Kigali, sur la nécessité d'accélérer le processus de l'intégration régionale de la Communauté d'Afrique de l'est (CAE), au service des intérêts des citoyens du groupement régional. A l'issue de ses entretiens avec le Président kényan William Ruto, en visite de deux jours au Rwanda, le Président rwandais Paul Kagame a indiqué que les deux pays accordent la priorité à la réalisation de l'intégration régionale, notamment dans son volet économique et commercial, expliquant qu'ils sont liés par de fortes relations, qu'ils entendent consolider dans les différents domaines d'intérêt commun.

"Nous avons eu des entretiens fructueux couronnés par la signature de plusieurs conventions visant le renforcement de la coopération dans plusieurs secteurs essentiels, tels que la technologie de l'information et de la communication, la Santé, l'Education, la Jeunesse et l'Agriculture," a fait savoir le chef de l'Etat rwandais, notant que les nouveaux domaines de coopération sont à même de rapprocher davantage les deux pays et y renforcer le développement.

Abordant la crise en République démocratique du Congo (RDC), Paul Kagame a souligné que le Rwanda et le Kenya ont une volonté commune de réaliser la stabilité dans la région, évoquant les processus de Nairobi et de Luanda, qui "réflètent les efforts des pays de la CAE visant à résoudre le conflit dans l'est de la RDC". De son côté, le Président kényan a réitéré la volonté des deux pays d'œuvrer ensemble pour renforcer la coopération et donner un nouvel élan aux échanges commerciaux bilatéraux et entre les pays du groupement régional. Les mémorandums d'entente signés renforceront les relations bilatérales et leur donneront un nouvel élan pour hisser le niveau des échanges commerciaux et économiques à de meilleurs niveaux, a expliqué William Ruto. Le Rwanda est la porte du Kenya pour la région des Grands Lacs, alors que les Rwandais dépendent du port de Mombasa dans leurs importations et exportations, ce qui présente une occasion de créer davantage de solidarité, en vue de consolider les échanges commerciaux entre les deux pays, a-t-il noté.

ZIMBABWE Le gouvernement veut porter cette année la production de blé à 408.000 tonnes

Le Zimbabwe entend faire passer sa production de blé à 408.000 tonnes cette année, contre 375.131 tonnes l'an dernier, a annoncé mardi le ministre de l'Information, Monica Mutsvangwa.

Elle a précisé à l'issue du conseil des ministres que le pays d'Afrique australe vise à planter 85.000 hectares de blé d'hiver pour atteindre cet objectif, sur la base du rendement réel de 4,8 tonnes par hectare atteint en 2022. Sur ces 85.000 hectares, "65% seront soutenus par des programmes garantis par le gouvernement et 35% par le secteur privé", a indiqué Mme Mutsvangwa. Le Zimbabwe a atteint l'an dernier l'autosuffisance en blé pour la première fois en 56 ans, après que la production ait augmenté de 25%, dépassant les 375.000 tonnes en 2022. Le pays a en effet besoin de 360.000 tonnes de blé par an pour répondre à la demande intérieure.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO L'état de siège prolongé à l'est du pays pour la 45e fois

L'état de siège militaire, en vigueur depuis près de deux ans dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a été prolongé pour la 45e fois, a indiqué mardi une source officielle.

L'Assemblée nationale de la RDC a voté mardi pour le prolongement de l'état de siège de 15 jours supplémentaires.

Le 7 mai 2021, le président Félix Tshisekedi a instauré l'état de siège en vue d'assurer la sécurité dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, en proie à la violence des rebelles. Les fonctionnaires civils de la région ont notamment été remplacés par des militaires.

La partie orientale de la RDC, limitrophe du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, est depuis 20 ans le théâtre d'attaques et d'affrontements de groupes armés qui tentent de prendre le contrôle de zones minières.

Des millions de personnes au bord de la catastrophe humanitaire, selon l'ONU

Les agences humanitaires de l'ONU ont averti mardi que les violences qui sévissent dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) avaient poussé des millions de civils au bord d'une catastrophe humanitaire majeure.

En raison des combats entre les groupes armés et les forces gouvernementales et des attaques de rebelles contre les civils, 6,1 millions de personnes ont dû quitter leur foyer depuis mars 2022, dont 65% dans les provinces orientales de l'Ituri et du Nord-Kivu, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies. La violence s'est même propagée à des zones qui étaient restées calmes ces dernières années, a indiqué l'OCHA.

"Cela inclut les provinces occidentales du Mai-Ndombe et du Kivu, qui sont en proie à des violences intercommunautaires depuis juin 2022", a-t-il précisé.

L'agence humanitaire a déclaré que plus de la moitié des déplacés vivaient dans des conditions précaires, et étaient installés dans des églises, des écoles, des installations hospitalières, des campements de fortune et des sites improvisés à Nyiragongo, à Goma et dans les environs.

"En raison de la violence, l'insécurité alimentaire est en hausse dans un pays où plus de 26,4 millions de personnes ont déjà du mal à trouver suffisamment de nourriture.

Les cas de malnutrition et les épidémies, comme la rougeole et le choléra, sont également en augmentation, soumettant à rude épreuve les capacités de réponse de la communauté humanitaire", a indiqué l'OCHA.

PALESTINE

Mohamed Shtayyeh : "Ce qui se passe à Al-Qods occupée est un crime majeur"

Le Premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh, a condamné la nouvelle prise d'assaut par les forces de l'occupation sioniste de la mosquée Al-Aqsa la qualifiant de "crime majeur" contre les fidèles.

Cité par l'agence de presse palestinienne, WAFA, Mohammad Shtayyeh a dénoncé "la judaïsation de la mosquée Al-Aqsa en empêchant les fidèles musulmans d'y prier" et souligné que la prière dans ce lieu saint "est un droit pour les Palestiniens et ne nécessite pas l'autorisation de l'occupant". Et d'insister dans ce contexte: "La mosquée Al-Aqsa appartient aux Palestiniens et à tous les musulmans" avant de mettre en garde que la profanation de ce lieu sacré "exacerbera davantage la tension". Selon



l'agence de presse palestinienne WAFA, la police sioniste a pris d'assaut mardi soir la mosquée Al-Aqsa et y a attaqué des fidèles palestiniens.

AFGHANISTAN

Travail des femmes pour l'ONU : la Mission onusienne à Kaboul discute avec les talibans

La Mission des Nations unies en Afghanistan doit s'entretenir mercredi

avec des responsables talibans à Kaboul pour clarifier une nouvelle interdiction gouvernementale qui empêche les femmes afghanes de travailler pour l'organisation dans le pays, en proie à une grave crise humanitaire.

Mardi, l'ONU a annoncé que les talibans interdisaient désormais à ses employées afghanes, jusqu'ici épargnées par ce type de mesures appliquées aux ONG, de travailler avec l'organisation dans tout le pays.

Un peu plus tôt dans la journée, la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) avait rapporté que son personnel féminin afghan avait été empêché de travailler dans la province de Nangarhar, dans l'est du pays.

"La Manua a entendu parler d'un ordre des autorités de facto qui interdisent aux employées nationales de l'ONU de travailler" et "on nous a dit par différents canaux que l'interdiction s'applique à tout le pays", a déclaré à la presse Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Notant qu'aucun ordre écrit n'avait été reçu à ce stade, il a précisé que des responsables de l'ONU devaient rencontrer les autorités mercredi à Kaboul pour tenter d'obtenir de la "clarté".

Quelque 3.900 personnes travaillent pour l'ONU en Afghanistan dont 3.300 nationaux, selon les chiffres de l'ONU.

Environ 600 femmes font partie de ces employés, dont près de 400 Afghanes.

"Pour le secrétaire général, une telle interdiction serait inacceptable et franchement inconcevable", a insisté Stéphane Dujarric, dénonçant une tendance à "saper les capacités des organisations humanitaires d'aider ceux qui en ont le plus besoin".

"De façon évidente, étant donné la société et la culture, nous avons besoin des femmes pour distribuer l'aide humanitaire aux femmes", a souligné le porte-parole.

ETATS-UNIS

Trump plaide non coupable devant un juge à New York



L'ancien président américain, Donald Trump, a plaidé non coupable mardi après avoir été formellement inculpé de falsifications de documents comptables, lors d'une audience pénale historique devant un juge à New York.

L'ancien président, le premier à subir un tel sort judiciaire, pourrait donc avoir à affronter un procès, même s'il va tout tenter pour éviter cette épreuve.

Le républicain, qui brigue un nouveau mandat, est visé par 34 chefs d'accusation, notamment pour des malversations liées à de l'argent

versé en 2016. Auparavant, le septuagénaire a qualifié son sort, qui divise et secoue l'Amérique, de "surréaliste". Entouré de gardes du corps, l'ex-locataire de la Maison Blanche qui ambitionne d'y retourner en 2024, était arrivé au palais de justice de Manhattan dans un convoi sous très haute sécurité survolé par les hélicoptères des médias américains.

Le milliardaire clame son innocence et assure être victime d'une "chasse aux sorcières" orchestrée par les démocrates du président Joe Biden, qui lui aurait

"volé" sa victoire à la présidentielle de 2020.

Le démocrate a fait savoir que cette comparaison n'était ni "pas une priorité" pour lui, selon la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre.

Au-delà de cette affaire, Donald Trump est visé par plusieurs autres enquêtes, notamment sur son rôle dans l'attaque du Capitole, le 6 janvier 2021, sa gestion des archives présidentielles ou encore des pressions exercées sur des responsables électoraux en Géorgie pour contester sa défaite à la présidentielle de 2020.

MEXIQUE

Un journaliste enlevé est localisé en vie

Un journaliste enlevé dans l'état de Veracruz, dans l'est du Mexique a été localisé et est vivant, ont annoncé, mardi, les autorités qui avaient lancé des opérations de recherche.

"Le journaliste Ricardo Villanueva Ake, privé illégalement de liberté lundi, a été localisé en vie", a annoncé dans un communiqué la Commission d'Etat pour la protection des journalistes (CEAPP). La commission, qui ne donne pas d'indication sur le lieu où le journaliste a été localisé ni dans quelles conditions, précise qu'un protocole de protection et médical a été mis en place. Des arrestations, en nombre non précisé, ont été effectuées durant l'opération, ajoute-t-elle. Ricardo Villanueva Ake, spécialiste des affaires policières connu sous le nom de Richard Villa, a été enlevé lundi soir dans la ville de Poza Rica par des individus armés alors qu'il réparait sa mobylette, avait indiqué sur sa page Facebook le portail d'information pour lequel il travaillait, "PresenteVeracruzOficial".

COLOMBIE

Le parquet enquête sur des menaces de mort contre le président

Le parquet colombien a annoncé avoir ouvert une enquête sur les menaces de mort que le président Gustavo Petro a dénoncées sur son compte Twitter lundi dernier.

L'enquête est menée par la Direction spécialisée des violations des droits de l'Homme. Un procureur et une équipe d'enquêteurs et d'experts en informatique ont été nommés pour clarifier l'affaire.

Petro, qui a été menacé à plusieurs reprises dans le passé et a passé une grande partie de sa vie sous la protection officielle des gardes du corps, a posté une vidéo sur son compte Twitter officiel dans laquelle on peut entendre un utilisateur de TikTok faire des commentaires offensants et menaçants à son encontre.

Dans la vidéo, l'individu qualifie le président colombien d'"ordure" qui "ne mérite pas d'être qualifié d'humain", ajoutant que, s'il en avait l'occasion, il "l'écraserait du chemin".

"J'espère que le procureur (Francisco Barbosa) enquêtera sur l'individu qui me menace et me calomnie. J'attends les résultats de l'enquête", a écrit Petro sur son compte Twitter. Le parquet a engagé des actions en justice pour localiser l'adresse IP et établir l'identité de l'utilisateur à l'origine de ces menaces.

Plus de 12.300 victimes de mines anti-personnel en trois décennies

La Colombie a enregistré une moyenne d'une victime de mines antipersonnel chaque jour au cours des trois dernières décennies, ce qui en fait le sixième pays le plus touché au monde avec plus de 12.300 personnes mortes ou blessées, selon des sources officielles.

Entre 1990 et 2022, un total de 12.322 victimes (morts et blessés) de mines terrestres ont été enregistrées en Colombie, dispositif utilisé par de nombreux groupes armés dans le conflit interne qui déchire le pays depuis plus d'un demi-siècle, a déclaré dans un bulletin le bureau du Défenseur du peuple (équivalent d'Ombudsman).

Guérilleros, paramilitaires et trafiquants de drogue utilisent généralement ce type d'engins piégés pour protéger leurs territoires et zones d'influence, ainsi que leurs cultures illicites de coca.

"Il n'est pas possible de concevoir un pays en paix lorsqu'il y a encore des mines antipersonnel, des munitions non explosées et des engins explosifs improvisés sur nos territoires, mettant en danger la vie des personnes vivant dans les zones les plus touchées par le conflit", a commenté le défenseur du peuple, Carlos Camargo.

Selon le Service d'action contre les mines de l'ONU (Unmas), la Colombie a été en 2021 l'un des pays les plus touchés par les mines antipersonnel avec 152 incidents recensés.

En Colombie, près de la moitié (47%) des accidents dus aux mines cette même année se sont produits dans la province du Nario (sud-ouest), région qui abrite la plus grande quantité de cultures de drogue au monde, dans le pays qui exporte le plus de cocaïne.

Selon le gouvernement colombien, 491 des 1.100 municipalités du pays ont été déminées et 78% de l'ensemble du territoire est aujourd'hui débarrassé de cette menace. En 2022, le Comité international de la Croix-Rouge a enregistré 41 victimes de mines antipersonnel.

SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Sid Ali Kouiret, monstre sacré du cinéma algérien

Avec son sourire déifiant l'adversité, ses personnages marginaux mais attachants et une présence et une élégance singulières sur les planches comme à l'écran, Sid Ali Kouiret aura marqué l'âge d'or du 7e Art algérien et la mémoire collective par un parcours admirable et prolifique né dans le combat libérateur par la culture.

Avec le personnage de Ali, dans "L'opium et le bâton" d'Ahmed Rachedi, celui de Si Ahmed dans "Décembre" de Mohamed Lakhdar-Hamina, ou avec son duo légendaire avec Rouiched dans "Hassan Terro", "Hassan Taxi" de Mohamed Slim Ryad, "Hassan Niya" de Ghaouti Ben Deddouche qui va lui donner le rôle principal dans "Echebka", Sid Ali Kouiret va très vite conquérir le cœur des Algériens.

Cette belle carrière a commencé par une rencontre fortuite dans un café entre ce jeune homme de 17 ans, sortant à peine d'une enfance difficile et vivant de petits métiers au port d'Alger, et le metteur en scène et comédien Mustapha Kateb, qui va l'intégrer dans sa troupe de théâtre amateur.

Sa passion pour le théâtre et les voyages vont le mener en Allemagne, en France ou en Roumanie pour des festivals, puis à signer en 1954 avec la troupe municipale d'Alger dirigée par celui qui a été à l'origine de nombreuses carrières ad-



mirables, Mahieddine Bachtarzi, avant que la surveillance des services de sécurité coloniaux ne le pousse à sillonner les "Cafés FLN" en France avec Mohamed Boudia, Hadj Omar ou encore Noureddine Bouhired.

Tout naturellement, Sid Ali Kouiret se retrouve en 1958 dans l'effort de sensibilisation de l'opinion internationale à la cause de l'indépendance de l'Algérie, avec la troupe artistique du Front de libération nationale (FLN).

Au recouvrement de l'indépendance, le Théâtre national algérien, fraîchement nationalisé, le compte parmi ses comédiens et il campe

un rôle dans l'adaptation à la télévision de la pièce "Les enfants de la Casbah" de Abdelhalim Raïs, point de départ d'une carrière dans le cinéma qui va commencer avec le réalisateur Mohamed Lakhdar-Hamina et Rouiched dans "Hassan Terro" en 1968. Mohamed Lakhdar-Hamina va lui faire encore appel dans "Décembre" (1971) et dans le seule palme d'or du cinéma algérien "Chroniques des années de braise", et l'acteur va encore marquer les esprits avec le personnage de Ali, le moudjahid exécuté devant sa famille et tout son village, dans "L'opium et le bâton". Après les années 1980, et "Ha ssan

Taxi" et "Hassan Niya", Sid Ali Kouiret va prendre sa retraite du TNA et accompagner encore Rouiched sur les planches pour "Les concierges", et camper des rôles avec de jeunes réalisateurs comme Kamel Dahane dans "Les suspects" et Okacha Touita pour "Morturi", adapté du roman de Yasmina Khadra.

Avant sa disparition, il a joué dans "Llob and Co", une autre adaptation de l'œuvre de Yasmina Khadra, réalisée par Bachir Derrais, et va intervenir comme producteur du film "Mista" de Kamel Laiche.

"L'un des dernières grandes vedettes du cinéma algérien", "humanisme exceptionnel", "tempérament joyeux", "charisme et talent inégalables", ou encore "l'enfant terrible du cinéma algérien" : c'est ainsi que cinéastes, artistes et compagnons de route avaient qualifié Sid Ali Kouiret, disparu un 5 avril 2015, après une longue carrière de plus de 60 ans, jalonnée de nombreux succès.

PATRIMOINE CULTUREL

Mouloudji insiste sur le parachèvement des projets de restauration dont le gel a été levé à Constantine

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a affirmé mardi à Constantine la nécessité de parachever dans les plus proches délais les projets de restauration inscrits pour la wilaya dont le gel a été levé.

Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection de plusieurs projets et sites historiques dans la vieille Médina de Constantine dans la cadre d'une visite de travail dans la wilaya, la ministre a insisté sur "l'impératif parachèvement des huit projets dont le gel a été levé en 2022".

Il s'agit, a précisé la ministre, de l'étude et du suivi de la restauration d'édifices, la restauration d'hôtels et de bains, la réhabilitation de l'école El Kettania, l'aménagement scénographique et l'équipement du musée national des arts et expressions culturelles traditionnelles palais Ahmed Bey, la restauration des zaouias en plus des deux opérations de réhabilitation des ruelles et de reconstruction de la partie basse de la Souika et ses jardins.

La ministre s'est enquis des travaux de restauration des anciennes mosquées, faisant état d'un programme de restauration et de réhabilitation de sept mosquées de la wilaya dont trois ont été exécutées et concernent les mosquées Hassan Bey, la mosquée Djemaâ El Kebir et la mosquée Bachtarzi et deux sont en cours au niveau des mosquées Sidi Lakhdar et Rebaine Chérif dont les travaux à 80 % exécutés devront être achevés mai prochain outre le lancement de l'étude de restauration des mosquées Sidi Affane et Sidi El Kettani.

La ministre a insisté sur l'importance de la revalorisation des édifices de la vieille Médina dont Dar Daikha, la demeure et l'imprimerie d'Ibn Badis et le moulin en plus du projet d'aménagement scénographique et l'équipement du musée national des arts et expressions culturelles traditionnelles palais Ahmed Bey actuellement en étude. Les travaux débiteront immédiatement dès la fin des procédures de désignation de l'entreprise de réalisation.

Mme Mouloudji a fait état à l'occasion d'un programme national de généralisation des écoles de musique aux communes, précisant que l'opération commencera, dans une première étape, dans six wilayas.

En marge de la cérémonie d'ouverture dans ce cadre de la première école de musique à la maison de la culture Hocine Ait Ahmed de la commune d'El Khroub, la ministre a précisé que ces écoles seront ouvertes en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.

Elle a indiqué en outre que les autorités locales "prendront en charge l'équipement du siège de l'institut qui se trouve à la maison de la culture Hocine Ait Ahmed de la commune d'El Khroub", précisant que des enseignants de l'institut régional de musique et des associations de musique assureront l'encadrement.

Mme Mouloudji a rappelé d'autre part que son département a déposé une demande auprès de l'UNESCO pour l'inscription du dossier "Costume féminin de cérémonies dans le grand Est algérien : savoirs et savoir-faire associés à la confection et à la parure de la gandoura et de la meleha" sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Elle a ajouté avoir donné des instructions en mai passé aux services centraux et locaux au niveau des wilayas de l'Est algérien pour préparer minutieusement ce dossier. La ministre a relevé que l'élaboration de ce dossier a mis à contribution plusieurs acteurs dont des académiciens, des chercheurs, des associations culturelles et des artisans, assurant qu'il a été déposé dans les délais fixés (31 mars passé).

ALGER

Au rythme du chaâbi et de l'andalou

Durant le mois sacré de ramadan, la ville d'Alger a pour habitude de garder une place en soirée aux musiques citadines qui y ont un ancrage, cette année les soirées de la capitale sont rythmées par le son de la mandole et du banjo, ou du qanoun et du oud avec un programmation sensiblement plus dense de la chanson chaâbi et de l'andalou. La chanson chaâbi dans ses différents mouvements et conceptions a investi les quartiers et places publiques de nombreux quartiers de la capitale, durant la première moitié du mois sacré, une période où les habitudes du citoyen le poussent à un repli vers la spiritualité et le patrimoine culturel, dans ses expressions les plus authentiques.

Pour l'occasion, l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger, a tenté le pari d'emmener le chaâbi, ses orchestres et ses interprètes, du jeune débutant au cheikh reconnu, dans les différents quartiers d'Alger comme Bouzaréah, Sidi Moussa, Cheraga, Kouba, Soudania, Oued Smar, Rouiba, Bab El Oued, Sidi Abdellah, ou encore El Biar.

Après trois années bouleversées par les restrictions et changements d'habitudes imposés par la crise sa-

nitaire mondiale, et l'abandon de certains réflexes de sorties et d'animation culturelle, cet établissement entreprend un retour à la normal progressif dans ses activités et choisit d'aller au plus près du public, dans leurs quartiers.

Abdelkader Chercham, Kamel Aziz, Lamine Saâdi, Abdelkrim Chenine, Nacer Mokdad, Nassim Bor, Karim Melzi, Nacereddine Galiz, Noredine Allane, Mohamed Sergoua, ou encore Merzak Bensaid et de nombreux autres, sont au programme de l'établissement Arts et culture pour semer le qaid et l'authenticité dans la capitale. Toujours dans le chaâbi, les amoureux du genre auront rendez-vous avec d'autres grands noms de cette musique, à la célèbre salle Atlas d'Alger, où l'Office national pour la culture et l'information propose des soirées animées par Abdelkader Chaou, Abderrahmane El Kobi, Mahdi Tamache, Kamel Aziz, Sidali Dris, ou encore Hakim El Ankis.

En plus de cette programmation déjà riche et bien répartie, le palais de la culture Moudfi-Zakaria se prépare à accueillir le 12e Festival national de la chanson chaâbi, prévu du 6 au 9 avril, avec la participation de 16 jeunes

interprètes sélectionnés en plus d'un hommage au regretté Azizou Raïs, disparu en décembre 2022.

Dans un autre registre musical, tout aussi classique et pas moins authentique et cheillé à la culture de la ville, d'autres établissements ont fait le choix de la nouba et des écoles Sanâa, Gharnati et Malouf pour attirer le public à l'image du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi qui a choisi de faire honneur à l'illustre artiste dont il porte le nom avec une programmation oscillant entre le théâtre et la musique andalouse.

Entre deux représentations du 4e Art, ce sont Lila Borsali, Abbas Righi, Manel Gherbi, ou encore l'association "Ahl EL Fen" qui feront revivre ce patrimoine, si cher à Bachtarzi, et que l'Opéra d'Alger compte également proposer à son public en invitant Adil Belkhouja et son orchestre de Tlemcen pour accompagner Nesrine Ghenim et Abdelhamid Taleb Bendiab, ainsi que le chef d'orchestre Samir Boukridira et sa formation régionale de Constantine, pour une soirée avec Amine Bounah. L'orchestre andalou de l'Opéra d'Alger sera lui aussi de sortie pour accompagner les interprètes Manel Gherbi et Samir Toumi.

THÉÂTRE DE TIZI-OUZOU

Programmation de spectacles pour enfants hospitalisés

Une série de spectacles pour enfants hospitalisés dans certaines structures de santé sera organisée dès cette fin de semaine par le théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO), a-t-on appris mardi de la direction de cette institution culturelle.

Des spectacles de magiciens et clowns sont programmés pour des enfants malades hospitalisés, en collaboration avec, entre autres, le Croissant rouge algérien (CRA), la Ligue des activités de plein air,

de loisirs et d'échanges de jeunesse (LAPALEJ) ainsi que la direction du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir-Mohamed, a souligné le directeur du TRTO, Hocine Heddou, dans une déclaration à l'APS.

"Nous voulons par ces spectacles apporter un peu de baume aux cœurs et de la joie aux visages de ces enfants malades, pour essayer d'alléger un tant soit peu, leur souffrance, en ce mois sacré de ramadan qu'ils passent loin de leurs familles", a-t-il dit.

Les deux premiers spectacles seront organisés dans la soirée de jeudi à l'établissement public hospitalier (EPH) de Larbaa N'ath Irathen et à la pouponnière de Boukhalfa, en collaboration, respectivement, avec le CRA et la LAPALEJ.

Le 3e spectacle est prévu dimanche soir au CHU Nedir Mohamed, en collaboration avec la direction de cet établissement hospitalier.

Par ailleurs, et poursuivant son

programme d'animation culturelle, pour enfants et adultes, en ce mois de ramadan, le TRTO organise, aussi, une série de spectacles au centre culturel Matoub-Lounès de Ain El Hammam, au Sud-est de la wilaya.

Il s'agit de trois spectacles pour enfants et de deux représentations pour adultes qui se dérouleront à partir de 22h et s'étaleront jusqu'au vendredi prochain.

"Un programme qui touchera d'autres régions de la wilaya,

Azazga, Tizi-Ghennif, Iferrhounene est également élaboré pour permettre aux populations de ces localités de profiter des soirées culturelles", a ajouté Heddou.

Depuis le début du mois de ramadan, un riche programme de spectacles a été concocté par le théâtre régional pour égarer les soirées des citoyens, dont, entre autres, des concerts de chants avec le groupe Amzik et Tannina, la fille de l'icône de la chanson kabyle décédée, Idir.

TWITTER Musk change le logo, la cryptomonnaie associée voit son cours décoller

Le cours du dogecoin flambe mardi, après qu'Elon Musk, propriétaire de Twitter, a choisi comme nouveau logo du réseau social un chien associé à cette cryptomonnaie, alors que le milliardaire a été poursuivi en justice pour la promotion de ce jeton numérique.



Cette décision d'Elon Musk de remplacer l'historique oiseau bleu comme logo de Twitter, qu'elle soit permanente ou qu'il s'agisse d'une plaisanterie de courte durée, a fait grimper le dogecoin de 21%, à près de 10 cents, d'après CoinMarketCap.

Le patron de Tesla, qui a racheté Twitter en octobre dernier, utilise depuis longtemps la plateforme pour faire de l'autopromotion et de l'humour, en faveur parfois du dogecoin, une cryptomonnaie très volatile créée à l'origine pour plaisanter.

Le multimilliardaire a indiqué dans le passé détenir une partie de sa fortune en bitcoin.

Il a aussi évoqué la possibilité d'utiliser le dogecoin pour des paiements en ligne, suscitant des spéculations autour de sa vision pour Twitter comme d'une "appli à tout faire", comme WeChat en Chine, qui propose de nombreux services.

Un investisseur ayant perdu de l'argent en pariant sur le dogecoin a déposé en juin 2022 une plainte réclamant 258 milliards de dollars à Elon Musk et à ses entreprises Tesla et SpaceX, mais le milliardaire a rejeté ces allégations.

Dans un document juridique ajouté au dossier vendredi, ses avocats ont qualifié les poursuites de "récit fantaisiste".

"Il n'y a rien d'illégal dans le fait de tweeter des encouragements ou des images amusantes sur une cryptomonnaie légitime", ont-ils estimé.

Le changement du logo de Twitter a suscité une multitude de messages mettant en scène le chien, notamment de la part d'Elon Musk lui-même.

Il a publié, à l'attention de ses 133 millions

d'abonnés, une conversation avec un utilisateur, datant de l'année dernière, dans laquelle il promettait d'acheter Twitter et de faire du Shiba Inu son logo.

Lancé en 2013, le dogecoin était une réponse ironique à deux phénomènes du web: les cryptomonnaies, qui se multipliaient dans le sillage du bitcoin, et les montages d'une photo de chien de race Shiba Inu très reprise sur internet.

Dopé par une certaine frénésie d'achats autour de valeurs improbables début 2021, ainsi que par les multiples messages positifs d'Elon Musk sur Twitter, le dogecoin s'était envolé jusqu'à plus de 70 cents en mai 2021.

Lors d'une émission satirique, le milliardaire avait envoyé des messages contradictoires, qualifiant d'abord le dogecoin de "véhicule financier impossible à arrêter qui va conquérir le monde", puis "d'arnaque", en éclatant de rire.

Le jeton avait alors commencé à reculer. "La communauté du dogecoin ne se prend pas trop au sérieux.

Ils ont de super memes (images détournées humoristiques, ndlr) et adorent les chiens.

Et moi aussi j'adore les chiens et les memes", avait expliqué l'entrepreneur en juillet 2021 lors d'une discussion avec Jack Dorsey, le cofondateur de Twitter, pendant une conférence en ligne.

Il avait continué à philosopher, en glissant sur la probabilité que la "cryptomonnaie qui a commencé comme une blague pour se moquer des cryptomonnaies finisse par devenir la principale cryptomonnaie".

Sur le bitcoin, il avait assuré qu'il en "achetait mais ne spéculait pas".

CHINE Mise en service du satellite hyperspectral d'observation de la Terre

Le satellite hyperspectral chinois d'observation de la Terre est entré en service après avoir terminé les tests en orbite, a annoncé mardi le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement, principal développeur de l'engin spatial. Le satellite, Gaofen-5 02, a été lancé dans l'espace le 7 septembre 2021.

Les concepteurs y ont installé sept charges utiles, dont des caméras hyperspectrales à infrarouge à ondes courtes.

Les dispositifs embarqués surveilleront l'air, l'eau et la

terre, renforçant ainsi les efforts de la Chine en matière de protection de l'environnement afin de lutter contre la pollution, et fournir des soutiens pour atteindre le pic des émissions de carbone et la neutralité carbone, a indiqué le ministère, cité par l'agence de presse, Chine Nouvelle.

Le satellite peut également délivrer des données de télédétection hyperspectrales de haute précision aux utilisateurs d'autres secteurs, tels que l'étude

des ressources minérales, l'estimation du rendement des cultures et la recherche sur le changement climatique.

Par rapport aux satellites d'imagerie optique conventionnels qui n'observent que la forme et la taille d'un objet, les satellites hyperspectraux sont capables de combiner des spectres avec des images, et de détecter divers objets au sol ainsi que des composants spécifiques de l'atmosphère.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUMERDES

DAIRA D'ISSER

COMMUNE D'ISSER

N° ... 13.../2023

NIF : 098435105071914

Avis D'appel D'offre National Ouvert Avec Exigence

De Capacités Minimales 13 /2023

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Isser lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de Capacités minimales pour :

Projet : Réalisation d'un réseau d'assainissement à Teurfa

Le présent avis D'appel d'offre National est adressé aux entreprises qualifiées ayant un certificat de qualification et de classification professionnels Catégorie Trois (03) ou plus, dans le secteur Hydraulique (Activité principale) en cours de validité.

1- Capacité professionnelle : Le soumissionnaire doit détenir un certificat de qualification et classification professionnelle dans le secteur Hydraulique catégorie Trois (III) ou plus activité principale cours de validité.

2- Capacité technique : Le soumissionnaire doit avoir réalisé au minimum un projet similaire pour un montant supérieur ou égal à 10 000 000,00 DA justifié par une attestation de bonne exécution valorisée délivrée par un maître d'ouvrage public OU Avoir réalisé au moins un (01) projet de pose d'un (01 kilomètre) réseaux d'assainissement

3- Capacité financier : moyen financier (chiffre d'affaire) supérieur ou égale à :8 000 000,00 DA Justifier par les bilans des trois (03) dernières années visé par les services des impôts et les références bancaires.

Les entreprises qui remplissent les conditions d'éligibilité peuvent retirer Le cahier des charges auprès de service technique (bureau des marches) de la commune contre un paiement du montant 3000.00DA non remboursable Dépôt des offres auprès de service technique (bureau des marches) de la commune

Suite à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public le dossier de candidature, l'offre technique et financières sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, Indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet d'avis d'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », ou « offre financière » selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Appel d'offre National ouvert avec exigence de Capacités minimales n° ... 13 / 2023».

Projet : Réalisation d'un réseau d'assainissement à Teurfa

Le dossier de candidature contient :

1. -Une déclaration de candidature remplie, cachetée et signée par le soumissionnaire.

2. -Une déclaration de probité remplie, cachetée et signée par le soumissionnaire..

3. -Les statuts pour les sociétés EURL, SARL, SNC, SPA... (copie).

4. -les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

5. - tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires :

a)- **Capacités professionnelles :** Une copie du certificat de qualification et classification Professionnelle catégorie trois (III) ou plus dans l'un des secteurs : HYDRAULIQUE (Activité principale) en cours de validité.

b)- **Capacités financières :** moyen financier (chiffre d'affaire) supérieur ou égale à :8 000 000,00 DA Justifier par les bilans des trois (03) dernières années visé par les services des impôts et les références bancaires

c)-**Capacités techniques :**

liste des moyen humain et matériels de soumissionnaire et les références professionnelles

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché. Conformément à l'article 69 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

6- récépissé de paiement des frais de retrait de cahier des charges.

2-L'offre technique contient :

- La déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint remplie, datée et signée et paraphée par le soumissionnaire.

-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique :

-un mémoire technique justificatif selon le modèle ci-joint remplie, datée et signée et paraphée par le soumissionnaire et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public à savoir :

- pour les moyens matériels :

Matériel roulant justifié par des cartes grises, police d'assurance et contrôle technique des véhicules en cours de validité à la date d'ouverture des plis ou contrat de location notarié

Matériel non roulant : justifié par des factures (ne pouvant justifier que le matériel ne disposant pas de cartes grises), OU PV d'huissier de justice ou PV d'un commissaire-priseur ou PV d'un expert daté de moins d'une année à la date d'ouverture des plis ou contrat de location notarié.

-pour les moyens humains :

justifié par les diplômes et attestations d'affiliation à la CNAS ou CASNOS dont la date d'établissement n'excédant pas les Deux (02) mois à la date d'ouverture des plis pour l'effectifs d'encadrement et la mise à jours CNAS en cours de validité pour les simples ouvriers

- copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF)

- copie du numéro d'identification statistique (NIS)

- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour l'année 2022 pour les sociétés

- copie de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier

-casier judiciaire pour le signataire de marché (moins de trois (03) mois).

- planning d'exécution des travaux dûment daté et signé par le soumissionnaire

- copie du registre de commerce électronique

- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

3 -L'offre Financière Contient:

- La lettre de soumission (selon le modèle ci-joint) remplie, datée et signée par le soumissionnaire.

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment remplie, daté et signé par le soumissionnaire.

- Le détail quantitatif - estimatif (DQE) de l'offre dûment remplie, daté et signé par le soumissionnaire

NB : Tout document non signé ne sera pas pris en considération et fera l'objet d'un rejet

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première parution du présent avis sur le BOMOP ou les quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10H 00mn au niveau de service technique(bureau des marches) du l'APC d'Isser .Si le jour de la date de dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis le même jour de la date de dépôt des offres à 10h 30 m, au siège APC d'ISSER.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours augmentés de la durée de préparation des offres soit 105js.

SPORT (JEUX SPORTIFS ARABES-2023)

Installation de la commission d'organisation des épreuves d'Oran (wilaya)

Une commission locale chargée de l'organisation d'une partie des épreuves de la prochaine édition des Jeux sportifs arabes que l'Algérie va abriter du 5 au 15 juillet prochain, a été installée mardi à Oran, a-t-on appris des services de la wilaya.

La cérémonie d'installation de cette commission a eu lieu en marge d'une réunion tenue au siège de la wilaya présidée par le wali Saïd Sayoud, en présence des autorités locales, des membres de la commission sécuritaire, de quelques directeurs exécutifs en plus des représentants des ligues locales dont les disciplines sportives qui se dérouleront à Oran, à savoir le football, le handball, la gymnastique et la natation, précise la même source.

Dans cette perspective, le wali

a donné des instructions pour programmer des visites au niveau des équipements sportifs retenus pour abriter les épreuves en question, tels que le complexe sportif "Miloud Hadeï", le palais des sports et les salles omnisports du haï Akid Lotfi, de Sidi El Bachir, d'Oued Tlélat et d'Arzew, afin de veiller à ce qu'elles soient fin prête pour le rendez-vous, ajoute-t-on.

Il a, en outre, insisté sur l'obligation, pour les services concernés, d'entamer des opérations de réaménagement des différents es-

paces verts situés dans les communes du grand Oran, appelant à achever les travaux de revêtement du réseau routier engagés dans plusieurs axes routiers, selon la même source.

L'Algérie abritera pour la deuxième fois les Jeux sportifs arabes, après avoir accueilli la 10^e édition en 2004. Outre Oran, les villes d'Alger, Tipaza, Annaba, Constantine, Blida et Tizi Ouzou sont également concernées par cette manifestation de la jeunesse arabe.



CONSTANTINE

Installation de la commission locale chargée de l'organisation de la 15^{ème} édition

La commission chargée de l'organisation à Constantine de la 15^{ème} édition des Jeux sportifs arabes, prévus l'été prochain en Algérie, a été installée lundi par le chef de l'exécutif, Abdelkhalak Sayouda. Les jeux sportifs arabes, dans leur édition 2023, ont été dévolus à l'Algérie à l'issue du conseil des ministres des sports arabes lors de sa 46^{ème} session ordinaire tenue à Djeddah (Arabie Saoudite) les 18 et 19 mars derniers. Plus spécifiquement, l'organisation de ces jeux a été attribuée à l'Algérie le 14 mars dernier lors de la dernière réunion du bureau exécutif des Comités nationaux Olympiques arabes, rappelle-t-on. Ces jeux sportifs arabes

sont prévus du 5 au 15 juillet prochains à Alger, Constantine, Annaba, Oran, Tipaza et Tizi Ouzou. Le wali Abdelkhalak Sayouda a procédé à l'installation de cette commission de wilaya suite à l'instruction du ministre Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire en vue d'arrêter la feuille de route relative au préparatifs à la 15^{ème} édition de cette manifestation arabe, selon la même source.

La commission se chargera, a ajouté la même source, de la "mission de supervision de l'organisation de ces Jeux dans la wilaya de Constantine du point de vue préparatifs et mise en place de toutes les conditions logis-

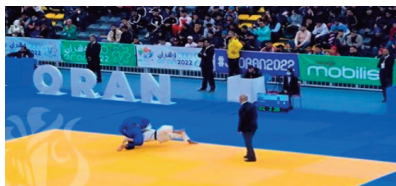
tiques et sécuritaires et infrastructures sportives, en plus de l'aménagement de la ville et des lieux de résidence (hébergement) des délégations, et garantissant également la disposition de l'aéroport et les déplacements des délégations".

La même commission œuvrera également à garantir la concertation et la collaboration entre tous les secteurs et acteurs pour réussir cet événement sportif arabe, qui coïncide avec la clôture des manifestations de célébration du soixantenaire de l'indépendance, lancés le 5 juillet 2022.

L'Algérie avait déjà abrité les Jeux sportifs olympiques arabes de 2004.

JUDO (CHAMPIONNAT RÉGIONAL PAR ÉQUIPES)

Une vingtaine d'associations annoncées pour la compétition à Oran



Une vingtaine d'associations sportives d'Oran devront être présentes, avec leurs meilleurs athlètes au championnat régional de judo par équipes (filles et garçons) toutes catégories qui aura lieu le vendredi et samedi prochains à la salle spécialisée des

Castors, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Cette manifestation de sport de combat de deux jours est organisée par la ligue oranaise de judo en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline (FAJ).

La première journée de la compétition sera consacrée aux éliminatoires dans différents catégories en filles et garçons, alors que la 2^e journée verra le déroulement des demi-finales et finales.

A l'issue de cette phase régionale, les quatre premiers de chaque catégorie de poids en filles et garçons seront qualifiés pour la phase finale du championnat d'Algérie par équipes, prévue fin mai à Bejaia.

CYCLISME

L'internationale Nesrine Houili présente à la 2^e épreuve du Challenge Ramadhan 2023 à Alger (Fédération)

La cycliste internationale algérienne Nesrine Houili devrait profiter de sa présence à Alger pour disputer la deuxième épreuve du Challenge Ramadhan, prévue le mardi 11 avril courant à Alger-centre, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Sociétaire de l'équipe allemande Canyon Sram, l'Oranaise de 19 ans "relève d'une blessure, contractée le 26 mars dernier, après avoir été victime d'une chute collective. Elle est actuellement en visite familiale en Algérie et elle devrait profiter de cette situation pour disputer une des trois épreuves du Challenge Ramadan 2023", a-t-on précisé de même source.

Organisé par la Ligue algéroise de cyclisme (LAC), le Challenge se déroulera en trois mardis consécutifs, les 4, 11 et 18 avril courant en soirée, à partir de 22h00 sur le circuit Asselah Hocine à Alger-centre.



Houili devrait donc participer à la deuxième prévue le 11 avril. Cependant, la jeune internationale algérienne devrait "repatrier en Espagne dès le lendemain, 12 avril, pour reprendre les entraînements avec son équipe", Canyon Sram, en prévision des prochaines échéances.

SOIRÉES DU RAMADHAN À ANNABA

Des exhibitions de sports collectifs et d'arts martiaux (direction)



Des exhibitions de sports collectifs et d'arts martiaux sont organisées dans les salles de sport de proximité des communes d'Annaba, d'El Bouni et de Sidi Amar dans le cadre du programme d'animation des soirées du Ramadhan, a indiqué mardi la cellule de communication de la direction de la Jeunesse et des sports (DJS). Ces animations sportives organisées au niveau des salles de sport de proximité et sur les places publiques du centre-ville d'Annaba concernent les disciplines de karaté-do, de Sambo, de lutte, de judo et de la pétanque, a précisé Ali Bayodh, responsable de la cellule de communication.

Ce programme qui met à contribution des clubs de sport et associations d'Annaba, d'El Bouni et de Sidi Amar se poursuivra jusqu'à la dernière semaine du Ramadhan, selon la même source. Le club olympique Annaba anime des exhibitions de l'art martial Sambo sur les places publiques d'El Bouni et de Sidi Amar et sur la place du cours de la révolution de la ville d'Annaba tandis que la ligue de wilaya de lutte organise conjointement avec l'association des activités de jeunes un tournoi de lutte libre au complexe sportif de Sidi Amar avec la participation de 80 athlètes.

Des exhibitions de karaté-do, de kick boxing et de la pétanque sont également prévues en plus de concours pour enfants en dessin et en expression libre initiés par les deux associations culturelles "Louloua" et "Ichaa".

Ces activités sont organisées avec le concours de la direction de la jeunesse et des sports et les ligues spécialisées, est-il noté.

TAEKWONDO

La sélection algérienne juniors en stage à Soudania

La sélection algérienne de taekwondo (juniors) a entamé un stage de préparation au Centre national de préparation des équipes nationales et des jeunes talents à Soudania (Alger), en prévision des prochaines échéances internationales, indique mardi la Fédération algérienne de la discipline (FAT) sur sa page officielle Facebook.

Ce stage qui se déroule du 2 au 6 avril sera consacré au travail technique et à assurer la meilleure préparation des athlètes, tout en assurant la poursuite de la mise en œuvre du programme établi par la Fédération algérienne de taekwondo qui comprend les différentes tranches d'âge des équipes nationales, souligne la FAT. L'instance fédérale avait organisé dans la période allant du 9 au 11 mars dernier à Alger un stage et examen international regroupant 36 arbitres (27 hommes et 9 dames) du continent africain dont trois algériens dans la spécialité "Kyotugi", qualificatif aux Jeux olympiques-2024. Lors de sa dernière réunion, la World taekwondo a choisi l'Algérie, l'Ouzbékistan, la Belgique, le Mexique pour abriter ses camps d'entraînements internationaux destinés aux arbitres qui se disputeront les places qualificatives pour prendre part aux JO-2024.

(APS)

SÉLECTION ALGÉRIENNE DAMES Deuxième stage à Sidi Moussa (FAF)

La sélection algérienne féminine (A) est en stage au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa sous la conduite du sélectionneur national Farid Benstiti, et ce du 3 au 11 avril 2023, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mercredi.

Pour les besoins de ce stage, le sélectionneur national a retenu 30 joueuses dont 20 évoluant à l'étranger afin de préparer les prochaines échéances officielles.

C'est le second stage de l'équipe algérienne depuis l'installation officielle fin décembre 2022 du nouveau sélectionneur Benstiti, après le premier effectué en février dernier en présence de 32 joueuses dont 19 évoluant à l'étranger.

Outre Benstiti, le staff technique national est composé de Rachid Ait Mohamed (entraîneur-adjoint), Boukhalfa Branci (entraîneur des gardiennes de but) et Mohamed

Chérifi (préparateur physique).

Liste des joueuses retenues pour le deuxième stage: Abadou Léa (US Saint-Malo/France), Belkhiter Morgane (ASJ Soyaux Charente/France), Boutaleb Inès (FC Metz/France), Chebel Imène, Naili Nihed (Stade Brestois 29/France), Guellati Sofia (Rodez Aveyron Football/France), Khellas Armelle (S.S Lazio Rome/Italie), Khezami Roselène, Bouzid Wisssem (US Orléans Loiret/France), Kouli Sylla (FC Nantes/France) N'gazi Chloé (FC Fleury 91/France), Smaali Emma (RC Lens/France), Adjabi Ikram (GPSO 92 Issy/France), Boub-

zari Hanna Lina (Lidköping FC/Suède), Nacer Myriem (RC Lens/France), Allouache Oualsila, Ournani Khoulood (CS Constantine), Merrouche Imène (FC Constantine), Hadji Djohar Nafissa (Affak Relizane), Haleyi Amina, Bahri Ikram, Lounas Lamia, Ouzai Nabila Bochra (ASE Alger Centre), Ben Aichouche Rahima (JF Khroub), Ayadi Djemaâ Ghania (CF Akbou), Ould Braham Amira (Stade Brestois/France), Zemama Amel (Olympique Lyonnais/France), Jacob Lisa (FC Metz/France), Sidi Moussa Ikram Salima (Le Havre/France).

LIGUE 2 (24^E JOURNÉE) Favorable à l'Etoile de Ben Aknoun, l'US Souf en appel à El Harrach

La 24^e journée de la Ligue 2 de football amateur, prévue samedi (15h00) sera favorable pour le leader de la poule Centre-Ouest, l'ES Ben Aknoun qui accueillera l'ASM Oran (9e), alors que l'US Souf, leader du groupe Centre-Est fera un périlleux déplacement chez l'USM El Harrach, difficile à manier sur son terrain féérique. Large vainqueur lors de la précédente journée en déplacement contre le MC Saïda (5-0), l'Etoile (52 pts) tentera d'enchaîner avec un cinquième succès de rang lors de la réception de l'ASM Oran (9e, 29 pts), pour confirmer son statut de solide candidat à l'accession en ligue 1 face à une formation "asémiste" toujours sous la menace de la relégation, après une série de mauvais résultats.

L'affiche de cette 24^e journée mettra par ailleurs aux prises les dauphins de l'ESBA : le SC Mecheria et l'ES Mostaganem dans une rencontre qui s'annonce incertaine. Si les gars de "Mecheria" auront les faveurs des pronostics devant leur public avec un bilan de 29 points sur 33 possibles en 11 matchs joués "at home", l'équipe de "Mosta", revenue en force dans la course à l'accession, espère poursuivre sur sa lancée après le succès contre le NAHD (1-0).

Deuxième "ex-aequo" avec le SCM et l'ESM, la JSM Tiaret évoluera pour sa part loin de ses bases, chez le CR Témouchent (6e, 38 pts).

Dans une rencontre qui se jouera à huis clos, les Tiarétis sont appelés à réagir face à une accrocheuse formation de Témouchent après le faux pas concédé à domicile face à Mecheria (0-0) lors de la précédente journée.

Cette 24^e journée sera également marquée par plusieurs duels dans la lutte pour le maintien, à commencer par l'opposition entre le WA Tlemcen (13e, 21 pts) et le MC Saïda (15e, 20 pts), ou encore celle opposant le GC Mascara

(11e, 22 pts) au RC Kouba (13e, 21 pts). Les Koubéens joueront avec l'énergie du désespoir, pour éviter "le purgatoire" en fin de saison. De son côté, l'OM Médéa (11e, 22 pts) évoluera en déplacement chez le MCB Oued Sly (5e, 41 pts).

Les autres rencontres du groupe Centre-Ouest opposeront le NA Hussein-Dey (10e, 26 pts), méconnaissable, au WA Boufarik (8e, 30 pts), alors que le SKAF de Khemis Miliana (7e, 33 pts) aura une partie de "billard" face au RC Relizane (16e, 0 pts), déjà relégué.

Groupe Centre-Est : l'US Souf en appel chez l'USM El Harrach

Dans la poule Centre-Est, la 24^e journée dont les matchs sont également programmés samedi (15h00), verra le déplacement de l'US Souf (1er, 45 pts) chez l'USM El Harrach (8e, 31 pts) où elle compte revenir un résultat positif pour conserver le fauteuil de leader, sinon éviter la défaite.

Deuxième avec un point de retard sur l'USS, l'AS Khroub jouera également en déplacement chez l'IRB Ouargla (14e, 25 pts), qui lutte pour son maintien en Ligue 2, alors que le NRB Telleghma (3e, 40 pts) évoluera sur du velours en accueillant HAMRA Annaba (16e, 13 pts) à huis clos.

Derrière le trio de tête, l'ESour El Ghazlane (4e, 32 pts) sera en appel chez la JS Bordj Ménéaël (10e, 28 pts), tout comme le MO Constantine (5e, 36 pts) qui recevra le CA Batna (6e, 32 pts), ou encore l'USM Annaba (6e, 32 pts) opposée à l'AS Ain M'lila (10e, 28 pts). Dans le bas du tableau, le duel des mal classés mettra aux prises le MC El Eulma à l'US Chaouia, qui occupent conjointement le 12e rang avec 27 points, alors que la JSM Skikda (15e, 15 pts) sera opposée à l'IB Khemis El Khechna (9e, 29 pts).

LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST) Retrait de confiance au bureau directeur du MC Saïda

L'Assemblée générale extraordinaire (AGE) du MC Saïda, tenue dans la soirée de lundi, a abouti au retrait de confiance au bureau exécutif du club sportif amateur (CSA) de cette formation pensionnaire de la Ligue 2 de football, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Cette instance, qui a désigné un représentant pour assister à cette AGE convoquée sur demande de la majorité des membres de l'AG, a fait savoir que pas moins de 48 membres ont voté pour le re-

trait de confiance au bureau directeur du CSA du MCS. A cet effet, un directoire sera installé dans les prochains jours pour gérer les affaires du club en vue de la suite de la saison, en attendant la tenue d'une AG électorale, a-t-on souligné. Le MCS traverse une conjoncture difficile cette saison comme l'atteste sa 15^e et avant-dernière position au classement de son groupe (Centre-Ouest). Cette équipe reste sur une cinglante défaite à domicile face au leader l'ES Ben Aknoun (5-0), samedi passé. Avant la tenue de l'AGE,

le wali de Saïda, Ahmed Boudouh, a présidé une réunion ayant regroupé les autorités locales ainsi que d'anciens dirigeants du MCS pour justement étudier les voies à mener pour sauver le club de la relégation, indique-t-on encore. Le "Mouloudia", deuxième potentiel reléguable, rendra visite, samedi prochain, au WA Tlemcen, 13^e et premier potentiel non reléguable, pour le compte de la 24^e journée du championnat. Un seul point sépare les deux équipes au classement.

AFRIQUE Début mercredi du championnat africain de football scolaire à Durban

La phase finale du championnat africain de football scolaire 2022/23, organisé par la Confédération africaine de football (CAF) du 5 au 8 avril, débutera ce mercredi à Durban après le tirage au sort effectué la veille mardi, en l'absence du représentant algérien, le CEM Belaouche Mohend Alhadj de Bordj Ménaïel (Wilaya de Boumerdes), qui n'a pu rallier hier l'Afrique du Sud, faute de visas.

Selon des informations proches de la délégation Ménéaïel, les organisateurs du championnat n'avaient pas envoyé au service des visas de l'ambassade d'Afrique du Sud à Alger dans les délais l'invitation à participer au tournoi à la direction du Collège Belaouche, qui a été repêché après le désistement du CEM Hedi Ayadi de Sfax (Tunisie). Hier mardi à l'aéroport, les jeunes collégiens algériens ont du rebrousser chemin, en attendant que les questions administratives relatives à l'obtention des visas soient réglées.

La formation du CEM Belaouche, après tirage au sort, est tombée dans le groupe A avec le lycée Clapham de Durban, le CS Horizon de Bukavu (RD Congo), l'école technique Edendale du Kwazulu-Natal et l'école Fountain Gate Dodoma de Tanzanie.

Dans ce groupe, les premiers matchs, programmés mercredi 5 avril, mettront aux prises le lycée Clapham contre le CS Horizon de la RD Congo à 09h00 (09h00 GMT) et l'école technique Edendale contre les tanzaniens de Fountain Gate Dodoma.

Le CEM Belaouche est exempt pour cette première journée. Le groupe B garçons comprend le lycée Salima (Malawi), le Complexe Scolaire Ben Sekou Sylla (Guinée), le CEG Sainte Rita (Bénin) et le lycée Royal Giants (Ouganda). Les deux premiers de chaque poule accéderont aux demi-finales. Les matchs se jouent sur une moitié de terrain avec huit joueurs de chaque côté. Cette configuration permettra de disputer deux rencontres en simultané.

Ce même format sera en vigueur chez les filles. Les phases de groupes et les demi-finales s'achèveront au second jour de la compétition, soit jeudi. Il y aura également le match pour la troisième place au cours de cette journée. Ces rencontres se joueront au Sugar Ray Xulu samedi. Il n'y aura pas de match vendredi. Le vainqueur du tournoi chez les garçons et chez les filles recevra 300.000 USD, le finaliste percevra 200 000 USD et les médaillés de bronze se verront offrir 150 000 USD.

Premier Championnat scolaire africain à Durban avec la participation d'un collège algérien

Le tournoi final du premier championnat d'Afrique de football scolaire de la CAF, prévu du 5 au 8 avril à Durban (Afrique du Sud), sera organisé pour la première fois au terme d'un programme scolaire historique et nouveau en son genre, qui a attiré plus de 44.000 garçons et filles âgés de moins de 15 ans et issus de 41 pays africains dont l'Algérie, pour non seulement concourir sur un stade de football, mais aussi pour être autonomisés grâce à des programmes d'enseignement de renforcement des capacités, selon la CAF.

Le tournoi final de football à Durban qui regroupe les meilleures équipes masculines et féminines du continent, est l'aboutissement d'un parcours qui a commencé par des compétitions scolaires au niveau national, puis au niveau zonal. La phase continentale de la compétition verra certains des plus grands talents des écoles victorieuses dans les tournois zonaux s'affronter pour le prix ultime dans ce qui devrait être un week-end de festivités au KwaZulu-Natal. La finale aura lieu le samedi 8 avril 2023. Le Championnat scolaire africain de football a été annoncé pour la première fois par le président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, en avril 2021 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Depuis son lancement au Mozambique l'année dernière, le Championnat scolaire africain de football de la CAF a déjà eu un impact sur de nombreuses vies. Grâce à un don de 10 millions de dollars US de la Fondation Motsepe, les écoles en Afrique pourront investir dans des projets de développement, et ce aux niveaux national, zonal et continental, souligne l'instance africaine sur son site officiel. En fait, c'était en octobre dernier à Alger, à l'occasion du championnat d'Afrique des joueurs locaux "CHAN" que le Comité Exécutif de la Confédération Africaine de Football (CAF) a dévoilé, après validation, la dotation financière du Championnat Scolaire Africain avec de grosses primes pour les vainqueurs. L'enveloppe financière réservée aux lauréats lors du rendez-vous de Durban permettra au vainqueur d'emporter la somme de 300.000 dollars, le vice-champion touchera une prime évaluée à 200.000 dollars et le 3^e recevra 150.000 dollars. Mais avant cette phase finale, les meilleures écoles du championnat scolaire africain ont été également primées lors des différentes phases éliminatoires dans leurs zones. En effet, chacun des vainqueurs des six unions zonales devait percevoir la somme de 100.000 dollars, chacun des finalistes 75.000 dollars et les meilleurs troisièmes de chaque union zonale ont reçu la prime de 50.000 dollars. Ces prix sont les mêmes pour les écoles de filles et de garçons, et la CAF s'est engagée depuis quelques temps dans le développement du football des jeunes et des écoles sur le continent. Cette répartition équitable vise également selon l'institution, à offrir aux garçons et aux filles les mêmes opportunités.

LIGUE 1 FRANÇAISE LILLE OSC L'Algérien Adam Ounas absent pour un mois

L'international algérien de Lille OSC, Adam Ounas, souffrant d'une lésion musculaire, sera indisponible pour une période d'un mois, a annoncé mardi le club de la Ligue 1 française de football.

"Adam Ounas souffre d'une lésion musculaire intrinsèque du quadriceps gauche. Sa durée d'indisponibilité est estimée à 4 semaines", a indiqué de club du nord sur sa page officielle sur Fa-

cebook. Le joueur algérien a contracté cette blessure lors de la victoire du LOSC contre le FC Lorient (3-1), dimanche pour le compte de la 29e journée.

Ounas (26 ans) a dû quitter la pelouse après

une demi-heure du coup d'envoi de la rencontre. Le retour de l'ancien des Girondins de Bordeaux n'a duré que trois semaines seulement, en raison d'une blessure aux adducteurs, qui l'a écarté des

terrains depuis le 15 janvier dernier. "Merci à tous pour vos messages dans ces moments difficiles" a écrit le champion d'Afrique en 2019 avec les "Verts" sur son compte "Instagram".

CHLEF

Le stade Boumezrag prêt à accueillir les matchs en nocturne (DJS)

L'Association sportive olympique de Chlef (ASO) peut désormais accueillir en nocturne ses prochains adversaires en championnat de Ligue 1 de football, après la réfection du réseau d'éclairage du stade Mohamed-Boumezrag, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Cette source a fait savoir que les projecteurs du stade "fonctionnent normalement" après avoir subi des travaux de réfection au cours des derniers jours, "en attendant de procéder à la rénovation complète du réseau d'éclairage".

Une panne ayant touché le réseau en question la semaine passée a obligé le club local à

avancer à 15h45, au lieu de 22h00, l'horaire de son précédent match face au MC Alger (0-0), joué vendredi dernier pour le compte de la 21e journée du championnat, a-t-on rappelé.

Le nouvel horaire de la partie a été d'ailleurs très contesté par les deux équipes, surtout que la partie s'est déroulée sous une chaleur suffocante et coïncidant avec le mois de Ramadan.

L'ASO affrontera ce soir (22h00) le SKAF Meliana (Ligue 2) en match amical.

Une occasion pour tester le réseau d'éclairage du stade, a-t-on fait savoir.

Le stade Boumezrag a rouvert ses portes le 10 février passé

après avoir subi d'importants travaux de réaménagement ayant touché ses différents équipements, à l'instar des vestiaires et de la pelouse.

Ces travaux ont duré près de sept mois ce qui a obligé l'ASO à élire domicile au stade "Tahar Zoughari" à Relizane (100 km de Chlef).

Une deuxième opération de réaménagement de cette même enceinte footballistique est prévue dans les prochains mois.

Elle touchera, entre autres, le réseau d'éclairage, les tribunes, la sonorisation et l'installation de caméras de surveillance, a-t-on annoncé de même source.

APS

CHAMPIONNAT SCOLAIRE AFRICAINE Le CEM Belaouche de Bordj Menaïel représente l'Algérie (FAF)

L'équipe masculine du CEM Belaouche Mouhend Oulhadj de Bordj Menaïel, dans la Wilaya de Boumerdes, représentera l'Algérie au premier Championnat Scolaire Africain de Football de la CAF (filles et garçons), prévu du 5 au 8 avril au King Zwelithini Stadium, à Durban (Afrique du Sud), a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. L'école de Bordj Menaïel remplacera dans cette compétition le champion de l'UNAF, l'école Hedi El-Ayadi de Tunisie qui s'est retirée de cette compétition. Outre l'établissement scolaire CEM Belaouche Mouhend Oulhadj de Bordj Menaïel, cette phase continentale du premier Championnat Scolaire Africain de Football de la CAF, enregistre la participation des 14 meilleures écoles qui tenteront de remporter le titre de champion d'Afrique. Le CEM Belaouche sera aux côtés des équipes scolaires du Clapham High School (Afrique du sud), du CEG Sainte Rita (Bénin), du Complexe Scolaire Ben Sékou Sylla (Guinée), du CS Horizons of Bukavu (RD Congo), Royal Giants High School (Ouganda) et de Salima Secondary School (Malawi) qui vont se disputer le trophée ainsi que les dotations financières qui seront injectées dans les comptes des trois meilleurs établissements scolaires. Lors des éliminatoires de la zone UNAF organisés au Caire (Egypte), qui ont vu la participation de cinq établissements scolaires en Garçons et filles, le CEM Belaouche de Bordj Menaïel avait terminé second (7 pts), derrière le CEM El-Ayadi (Tunisie) qui a terminé en première position avec 12 points. La bataille pour la deuxième place du tournoi entre le CEM Belaouche Mouhend Oulhadj et l'Ecole Sewada (Egypte) était âprement disputée. Les deux équipes ont bouclé la compétition avec sept points, mais grâce à la meilleure différence de buts (+6 pour les Algériens contre +1 pour les Egyptiens), les collégiens de Bordj Menaïel sont montés sur la deuxième marche du podium, remportant la coquette somme de 75.000 dollars. Le désistement des Tunisiens leur a ouvert la porte du championnat d'Afrique de la catégorie, avec l'espoir de le remporter. Le tournoi des garçons de la zone UNAF, qualificatif au premier Championnat Scolaire Africain de Football de la CAF a enregistré la présence des équipes masculines du CEM Belaouche de Bordj Menaïel (Algérie), l'Ecole Sewada (Egypte), l'Ecole Alkaleel Tripoli (Libye), l'Ecole Hedi Ayadi Sfax (Tunisie) et l'Ecole Mohamed Elmaghraoui (Maroc).

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BARAKI

COMMUNE DE BARAKI

NIF N° 41000200001608501013

AVIS APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 04/2022

La commune de Baraki, lance un avis d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 39-40-42 et 44 du décret Présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marches publics et des délégations de service public relative au :

Travaux de réfection du Bâtiment administratif Hai Ben Ghazi.

- Commune De Baraki.

Seules les entreprises qualifiées ayant :

1- Un Certificat De Qualification Et De Classification Professionnelle Dans Le Domaine Des Travaux Activité Principale Bâtiment. Catégorie (02) Et Plus En Cours De Validité et travaux public secondaire.

02 - Une Moyenne De Chiffre D'affaire Des Bilans Des Trois Derniers Années ≥ 8 000 000,00 Da.

Peuvent soumissionner, et retirer les cahiers de charges auprès du bureau des marchés de la commune de Baraki, contre paiement une somme de 3000.00 DA (auprès de trésorerie communale) les frais de documentaires non remboursable.

Les offres déposées en deux (02) exemplaires (une "01" Originale + une "01" copie) doivent comporter un dossier de candidature, Une offre technique et une offre financière.

1- Le dossier de candidature (Première enveloppe) contient :

- une déclaration de candidature, du ment renseignée, date, signée, cachetée par le soumissionnaire selon modèle joint.

- une déclaration de probité dument renseignée, datée, signée cachetée par le soumissionnaire selon modèle joint.

- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats.

- Les statuts pour les sociétés uniquement pour les sociétés (EURL, SARL, SPA, SNC...)

- une copie du registre de commerce.

- Pour plus de détail voir les documents indiqués dans l'article 09 dans le cahier des charges.

2- L'offre technique comprendra (Deuxième enveloppe) contient :

- La déclaration à souscrire, dument renseignée, datée, et signée, cachetée par le soumissionnaire.

- Cahier des charges dument renseigné, daté, signé et cachetés par le soumissionnaire ou une personne dument mandatée portant à la Dernière page la mention manuscrite *LU ET ACCEPTER *

- Mémoire technique permettant l'évaluation des offres techniques, Planning et délai de réalisation des travaux

3-L'offre financière comprendra (Troisième enveloppe) contient :

- La lettre de Soumission : modèle joint au cahier de charges dument renseignée, datée, et signée, cachetée par le soumissionnaire ou une personne dument mandatée.

-Le Bordereau des Prix Unitaires- modèle joint au cahier de charges dument renseignée, datée, et signée, cachetée par le soumissionnaire

-Le détail quantitatif et estimatif (DQE) datée, et signée, cachetée par le soumissionnaire.

-Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant dénomination de l'entreprise, les références et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe fermée et anonyme, comportant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

A Monsieur Le Président de L'assemblée Populaire communal de Baraki

APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° : 04/2022.

Travaux de réfection du Bâtiment administratif Hai Ben Ghazi

- Commune De Baraki.

La durée de préparation de l'offre est de 15 jours à compter de la date de la première publication dans BOMOP et publié dans (deux quotidiens nationaux en langue arabe et français).

Le jour limité et l'heure de dépôt des offres est le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à plus tard à 12h00. Si la date de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, elle est reportée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis est prévu en séance publique et se tiendra le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30 au siège de L'A PC de Baraki.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois. Les soumissionnaires resteront engagés Par leurs offres à compter de la 1ère parution dans le BOMOP, et deux quotidiens nationaux.

CET AVIS EST CONSIDÉRÉ COMME UNE INVITATION AUX SOUSMISSIONNAIRES POUR ASSISTER A L'OUVERTURE DES PLS.

* N.B : le cachet de l'entreprise est demandé au retrait du cahier de charges, lors de l'ouverture des plis et retrait complément dossier.

* N.B : le cahier de charges sera retiré à la présence du gérant ou un représentant dument mandaté.

* N.B : Aucune rature, surcharge, utilisation d'effaceur n'est acceptable dans les documents (lettre de soumission, BPU et DQE)

ANGERS Garde à vue prolongée pour Chabane

Comme nous vous l'expliquions (voir la brève d'hier à 10h40), l'ex-président angevin Saïd Chabane a été placé en garde à vue mardi matin dans le cadre d'une enquête ouverte par le parquet de Bobigny pour "blanchiment en bande organisée" et "exercice illégal d'agents de joueurs". 24 heures plus tard, celui qui est également visé par des affaires d'agressions sexuelles n'a toujours pas été remis en liberté.

NANTES Delort, ses mots forts pour Kombouaré

La saison passée, Nice et Andy Delort (31 ans, 10 matchs et 2 buts toutes compétitions avec Nantes cette saison) ont perdu en finale de la Coupe de France face au FC Nantes (0-1) d'Antoine Kombouaré. Mais l'attaquant n'a pas hésité une seule seconde pour rejoindre l'entraîneur kanak lors du dernier mercato hivernal, comme il l'a raconté dans le quotidien régional Le Parisien. "Mon papa m'a mis la pression, il est fan. Il m'a dit : 'Avec lui, ça va marcher, il faut que tu y ailles'. À l'époque où je jouais à Tours (2013-2015), le coach voulait me faire venir à Lens. Depuis, on a gardé le contact, il y a toujours eu ce respect. C'est le genre de personne pour qui je donne tout. Le type d'entraîneur que j'aime beaucoup, comme Christophe Galtier. Des gens qui me ressemblent", a d'abord expliqué l'ancien Montpelliérain. "Antoine, il est exigeant, franc, bienveillant et paternaliste avec ses joueurs. On fait partie de sa famille, il n'a pas sa langue dans sa poche. Dans le foot, aujourd'hui, c'est bien qu'il y ait des gens comme ça", a conclu Delort dans Le Parisien.

PSG Neymar toujours à vendre, mais...

Avec une volonté de mettre un terme à la MNM, le Paris Saint-Germain devrait laisser partir Lionel Messi, en fin de contrat en juin prochain (voir brève 15h38). Si Kylian Mbappé reste bien évidemment au cœur du projet parisien, le champion de France en titre ne compte également plus sur Neymar (31 ans, 20 matchs et 13 buts en L1 cette saison), toujours à vendre, d'après les informations du quotidien régional Le Parisien ce mardi.

Cependant, le PSG a de sérieux doutes sur la possibilité de le céder l'été prochain. En effet, le club de la capitale craint que l'international brésilien, fragile au niveau de ses pieds, soit incapable de satisfaire une éventuelle visite médicale avec un risque élevé de le voir recalé. Puis de son côté, l'ancien joueur du FC Barcelone, sous contrat jusqu'en juin 2027, n'a pas l'intention de partir.



BAYERN MUNICH Nagelsmann viré, Lewandowski réagit

Après une saison passée sous les ordres de Julian Nagelsmann, Robert Lewandowski (34 ans, 23 matchs et 17 buts en Liga cette saison) a quitté le Bayern Munich l'été dernier pour rejoindre le FC Barcelone. Et l'attaquant polonais a donc logiquement été interrogé sur le licenciement du technicien allemand survenu fin mars, avant le Clásico face au Real Madrid ce mercredi (21h) dans le cadre des demi-finales retour de la Coupe du Roi.

"Pour moi, c'était une surprise. Car ça se passait très bien en Ligue des Champions pour le Bayern. En Bundesliga, la façon dont ils jouaient n'était pas celle qu'ils souhaitaient, mais le titre était encore largement à leur portée, a analysé Lewandowski, avant de répéter que son départ n'avait rien à voir avec Nagelsmann. (...) J'ai juste senti à ce moment-là que je pourrais perdre la joie du football en restant plus longtemps à Munich. J'ai toujours pensé que je jouerais dans un autre championnat. Et j'étais en Allemagne depuis très longtemps, j'étais curieux d'apprendre une nouvelle langue et une nouvelle culture."

CHELSEA Kanté, la stat' étonnante

Tottenham, Aston Villa et Liverpool. Voici les trois matchs disputés par N'Golo Kanté (32 ans, 4 matchs en Premier League cette saison) à Stamford Bridge depuis le début de la saison. A chaque rencontre, le milieu de terrain français a été entraîné par un coach différent : Thomas Tuchel face aux Spurs, Graham Potter contre les Villans et Bruno Saltor face aux Reds. C'est dire l'instabilité de Chelsea... et à quel point le Bleu a manqué ces derniers mois.

INTER MILAN Lukaku soutenu par Mbappé

Expulsé pour un second avertissement contre la Juventus (1-1), mardi en Coupe d'Italie, Romelu Lukaku (29 ans, 21 matchs et 6 buts toutes compétitions cette saison) a répondu aux injures racistes de certains supporters turinois (voir la brève de 08h42). Soutenu par l'Inter, l'attaquant belge peut également compter sur l'appui de son homologue du Paris Saint-Germain, Kylian Mbappé (24 ans, 34 matchs et 31 buts toutes compétitions cette saison).

"2023 et toujours les mêmes problèmes. Mais on ne va pas vous laisser faire. ALL AGAINST RACISM", a lancé le buteur français sur Instagram.

Dans la même soirée, le latéral de l'Athletic Bilbao, Nico Williams, a désactivé ses comptes sur les réseaux sociaux après avoir reçu de nombreuses remarques racistes suite à son match raté face à Osasuna (1-1 ap) en Coupe d'Espagne.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE - CÔTE D'IVOIRE

M. Boughali reçu par le président ivoirien

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a été reçu par le président de la République de Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, aux côtés des autres présidents de parlements et des chefs des délégations participant à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale ivoirienne, indique, mardi, un communiqué de l'APN.

Lors de cette rencontre qui a eu lieu au palais présidentiel à Abidjan, le président de l'APN a transmis au président Ouattara, les salutations et les vœux du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui lui a exprimé sa satisfac-

tion quant à la qualité des relations bilatérales entre les deux pays et son aspiration à des perspectives prometteuses à l'avenir", précise la même source. "Le président Ouattara a remercié les présidents des parlements et les chefs des délégations

d'avoir honoré son pays par leur présence, et les a chargés de transmettre ses salutations à ses homologues, les présidents de leurs pays", ajoute la même source. Il a également saisi l'occasion pour présenter sa vision sur le développement du conti-

nent africain et le renforcement des moyens de coopération entre les pays africains, notamment en activant la zone de libre-échange au service du développement et de la stabilité de la région", conclut le communiqué.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Chanegriha en visite au siège du Commandement des Forces Aériennes

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a effectué, mardi, une visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces Aériennes, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Dans le cadre de ses visites aux différentes composantes de l'Armée nationale populaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire a effectué, ce mardi 04 avril 2023, une visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces Aériennes", précise le communiqué, soulignant que cette visite qui coïncide avec le mois sacré du Ramadan, s'inscrit dans le cadre de l'"intérêt permanent qu'accorde le Haut Commandement de l'ANP à la consécration de la communication directe avec les personnels et à la prise en compte de leurs préoccupations professionnelles".

Après la cérémonie d'accueil, le Général d'Armée a observé, en compagnie du Général-Major Mahmoud Laraba, Commandant des Forces Aériennes, "un moment de recueillement à la mémoire du martyr et héros +Amirouch e Ait Hamouda+, Commandant de la Wilaya III historique, dont le siège du Commandement porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatïha à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada".

A l'entame, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels du Commandement des Forces Aériennes, où il a prononcé une allocution d'orientation, suivie par les personnels relevant des unités des Forces aériennes via le système de visioconférence, à travers laquelle il a souligné que "le

Haut Commandement de l'ANP œuvre en permanence à allier le facteur humain, qualifié et compétent, aux équipements et aéronefs modernes, dotés de systèmes d'armes à la pointe de la technologie", indique le communiqué.

"Nous avons, à maintes occasions, mis l'accent sur le fait que le facteur humain constitue, en grande partie, la base de tout succès et de toute réussite et que celle que soit l'importance du niveau technique et technologique des équipements et des différents systèmes d'arme, le facteur déterminant réside dans l'exploitation judicieuse des matériels mis en dotation", a déclaré le Chef d'Etat-Major de l'ANP.

A ce titre, "notre objectif principal est d'allier le facteur humain, qualifié et compétent, aux équipements et aéronefs modernes, dotés de systèmes d'armes à la pointe de la technologie", a-t-il ajouté, relevant que "c'est dans le cadre de cette vision rationnelle et méthodique que s'inscrit la préparation de nos Forces aériennes pour assumer leurs responsabilités professionnelles avec le savoir-faire requis, le professionnalisme qu'exigent le caractère et le rôle vital de l'arme de l'aviation dans la bataille moderne, ainsi que l'engagement et l'honneur d'appartenir à l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale".

Le Général d'Armée a également salué les aviateurs des Forces Aériennes et les membres de leurs équipages, qui ont été honorés par le président de la République, pour "les grandes performances et l'habileté dont ils ont fait montre lors de l'accomplissement des différentes missions assignées".

"L'optimisation de la performance opérationnelle de nos Forces aériennes, constitue une exigence que

les personnels relevant de cette Armée doivent, chacun selon son poste et domaine de compétence, s'efforcer de concrétiser et de considérer comme priorité absolue. Ils doivent, ainsi, faire preuve davantage de dévouement pour parvenir à un contrôle total de notre espace aérien tout en s'adaptant, en permanence, aux évolutions des guerres modernes marquées par l'emploi grandissant de drones en tout genre", a-t-il noté. "A cette occasion, je ne manquerais pas de saluer nos pilotes et les membres de leurs équipages, qui ont été honorés récemment par Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, pour les grandes performances et l'habileté dont ils ont fait preuve lors de l'accomplissement des différentes missions assignées", a déclaré le Général d'Armée.

Le Général d'Armée a écouté, par la suite, les interventions et propositions des cadres et des personnels qui, à cette occasion, ont réitéré leur loyauté indéfectible à leur patrie l'Algérie, indique le communiqué du MDN. A l'issue, il a suivi un exposé exhaustif présenté par le Commandant des Forces aériennes, portant sur les différentes activités ayant trait à l'état d'avancement de l'exécution du plan de développement des Forces aériennes".

A ce titre, le Chef d'Etat-Major de l'ANP a donné une série d'instructions portant notamment sur l'"impératif de poursuivre les efforts de préparation au combat pour les unités et les personnels, et ce conformément aux plans et programmes établis, tout en veillant à la maintenance périodique et à la parfaite exploitation des aéronefs et moyens majeurs en dotation", conclut le communiqué du MDN.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

14 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine (MDN)

Quatorze (14) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'opérations distinctes, durant la période du 29 mars au 4 avril, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté 14 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un (01) fusil mitrailleur de type FMKP a été saisi à l'issue d'une opération de fouille à Tamanrasset", précise la même

source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 44 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 4 quintaux et 60 kilogrammes de kif traité, et saisi 28.907 comprimés psychotropes".

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezam, Tindouf et Djinet, des détachements de l'ANP "ont intercepté 174 individus

et saisi 22 véhicules, 147 groupes électrogènes, 45 marteaux piqueurs, 1 détecteur de métaux, 66 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, alors que 8 autres individus ont été arrêtés, et 10 fusils de chasse et 1 pistolet automatique, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 66 tonnes et 3.000 unités de différents articles pyrotechniques ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national".

D'autre part, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et des Douanes, des

tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 17.146 litres à Bordj Badji Mokhtar, Souk Ahras, El-Tarf et Tébessa, tandis que 227 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national".

Ces opérations, s'inscrivant dans "la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme", ont abouti à des "résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", est-il souligné dans le bilan opérationnel.

INDUSTRIE

Intégration locale : Sonelgaz signe des conventions de coopération avec trois départements ministériels

Le Groupe Sonelgaz a signé, mardi à Alger, plusieurs conventions de coopération avec trois ministères dans le cadre du renforcement de l'intégration locale et de l'implication de la recherche scientifique dans le secteur économique. Le groupe public de l'électricité et du gaz a signé des conventions de coopération avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, avec le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels en présence des ministres des trois secteurs. La convention de coopération entre Sonelgaz et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été signée par la directrice centrale de la recherche et du développement au sein de Sonelgaz, Wassila Gasseb et le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au sein du ministère, le professeur Mohamed Bouhicha. Cette convention porte sur le développement de projets de recherche dans le cadre du rapprochement de l'université et des instituts de recherche avec le secteur économique. La convention entre Sonelgaz et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a été signée par la représentante de Sonelgaz, Mme Gasseb, et le directeur général de l'accélérateur public de startups "Algeria-Venture", Sid Ali Zerrouki. Cette convention vise à soutenir l'acquisition par Sonelgaz et ses filiales de solutions innovantes proposées par les startups évoluant dans le secteur énergétique, notamment à travers la Société algérienne de l'industrie électrique et gazière (SAIEG). La convention signée entre Sonelgaz et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a été signée par le directeur exécutif de la ressource humaine de Sonelgaz, Rachid Abdessmed, et le directeur de la formation continue et des relations de partenariat au sein du ministère, Mourad Necib. Cette convention a pour but de renforcer la collaboration entre les centres de formation du ministère à travers le pays et Sonelgaz, notamment pour développer des créneaux de formation au profit des jeunes en adéquation avec les besoins du groupe public.

Sonelgaz : taux d'intégration de 84 % dans la distribution

Par ailleurs, le PDG du Groupe Sonelgaz, Mouard Adjel, a fait savoir lors d'un point de presse en marge de cette cérémonie de signature, que Sonelgaz a réalisé "un grand pas" dans la réduction de la facture d'importation, notamment dans le secteur de la distribution où le taux d'intégration dépasse 84 %. Il a fait savoir que Sonelgaz ambitionne de porter ce taux à plus de 90 % d'ici 2025. De plus, depuis 2005, le nombre d'industriels dans la filière nationale de l'électricité est passé de 9 à 115 industriels, selon M. Adjel. Le nombre d'industriels dans la filière du gaz est passé de 6 à 31 industriels sur la même période. "Grâce aux capacités nationales, nous pouvons dire que nous avons réalisé la suffisance en ce qui concerne l'équipement des réseaux électriques à travers le pays", a-t-il souligné.

JUSTICE

Tribunal de Sidi M'hamed: 7 ans de prison ferme contre l'ancien ministre Abdelmalek Boudiaf

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, mardi, l'ancien ministre Abdelmalek Boudiaf à une peine de sept (7) ans de prison ferme, assortie d'une amende de 4 millions Da. Abdelmalek Boudiaf est poursuivi pour enrichissement illicite, blanchiment d'argent et recel dans le cadre d'un groupe criminel, outre l'octroi d'avantages injustifiés lors de la conclusion de contrats et de marchés. Le fils d'Abdelmalek Boudiaf a également été condamné à 4 ans de prison ferme, tandis que sa fille a éclopé de 18 mois de prison avec sursis. L'épouse de l'accusé principal a, quant à elle, été acquittée. La même instance a prononcé également une peine de 18 mois de prison ferme contre l'ancien directeur général par intérim de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), M'hamed Ayad. Des peines allant de l'acquiescement à 4 ans de prison ferme ont été prononcées à l'encontre des autres accusés dans cette affaire.